T\

tremplin le mag

N° 57 - MAI 2026



LES TREMPLINS



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

Editorial

L'histoire a montré qu'il est toujours plus facile de débuter une guerre que de la terminer. L'actualité internationale de ce mois de mai 2026 reste donc marquée par les conséquences de l'intervention militaire israélo américaine déclenchée en Iran le 28 février. Donald Trump tente désormais d'en sortir par le haut pour mettre fin aux perturbations du commerce mondial.

Cette actualité chaude ne doit cependant pas en occulter d'autres, notamment la victoire de l'opposition hongroise aux élections législatives d'avril ou encore le succès de la mission Artemis II qui marque une nouvelle étape dans la reconquête de la Lune.

L'actualité nationale revient quant à elle sur les conséquences économiques et sociales liées au renchérissement en cours des prix du pétrole en lien avec le blocage du détroit d'Ormuz. Ces perturbations offrent l'occasion de relancer le leasing social pour accélérer la transition énergétique. Les débats autour du travail le 1er mai ou encore les remous liés la prise de contrôle de Grasset par Vincent Bolloré sont également évoqués dans ce numéro.

Horizon Sciences Po vous permet de découvrir deux premières références citées dans la bibliographie du réseau ScPo, sur le thème du vivant. Le premier ouvrage du biologiste Olivier Hamant, *Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant,* publié en 2023, met en lumière un concept majeur qui s'impose face aux crises sociales et environnementales : la robustesse. Une deuxième fiche de lecture vous propose de découvrir ou de redécouvrir un classique de la littérature, *Les racines du ciel* de Romain Gary, qui interroge la contradiction entre le besoin profond de préserver le vivant et la poursuite des intérêts politiques face aux massacres des éléphants.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - Mme Céline CHARLES - Mme Alice TRUEL - Mme Tatiana GOLTSBERG

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - L'impasse diplomatique et militaire américaine face à l'Iran révèle les limites de la puissance. (Getty images) - Washington (États-Unis), samedi 25 avril. C'est la troisième fois, depuis 2024, que Donald Trump échappe à une tentative d'assassinat. (Bo Erickson/Reuters - Des passants devant un monument en soutien à l'armée malienne à Bamako, le 26 avril 2026. (AFP) - Peter Magyar, chef du parti d'opposition Tisza, brandit un drapeau hongrois pour célébrer la défaite du Premier ministre hongrois Viktor Orban aux élections législatives, à Budapest, en Hongrie, le 12 avril 2026. (Reuters) - Le 7 avril 2026, l'équipage de Artemis II (Christina Koch, Jeremy Hansen, Victor Glover et Reid Wiseman) prend la pose dans la capsule Orion. (Nasa) - Des membres des forces de police péruviennes montent la garde à l'intérieur de l'Office national des processus électoraux (ONPE) à Lima, le 12 avril 2026, pendant les élections générales. (Luis Robayo / AFP) - La toute première conférence internationale pour « transitionner hors des énergies fossiles » s'est tenue en Colombie les 28 et 29 avril à Santa Marta en coopération avec les Pays-Bas. (Raul Arboleda /AFP) - Drapeaux français (Pxhere) - Infographie Bilan économique et social tableau de bord (Insee) - Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, visite une boulangerie à Vanves, près de Paris, à l'occasione de la Journée internationale des travailleurs, le 1er mai 2026. (Julie Sebadelha / AFP) - "Hausse de sale air", (Le Canard enchaîné), 21 avril 2026 - site officiel Facebook de Plantu - Graphique "Municipales 2026 : l'abstention estimée entre 42 et 44 % pour le premier tour", Le Parisien, 15 mars 2026 - Cadmium, Dépliant patients, Association Santé Environnement France - Tableau "l'approche métier en exemple : les radiologues et l'IA", Observatoire des emplois menacés et émergents - Casques (Unplash)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

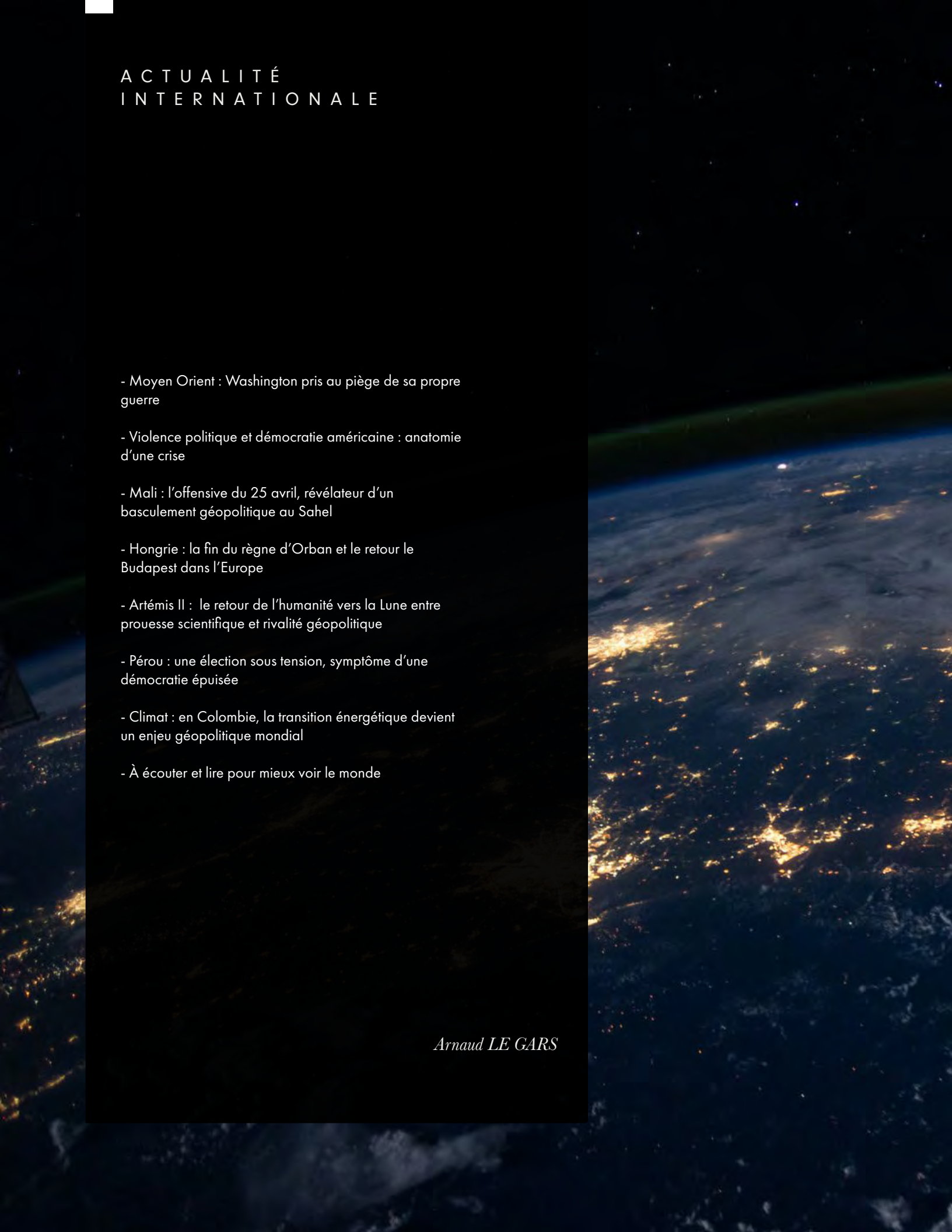
ACTUALITÉ NATIONALE..... 24

HORIZON SCIENCES-PO

- Olivier Hamant, Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant, 2023..... 34

- Romain Gary, Les racines du ciel, 1956 35

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



- Moyen Orient : Washington pris au piège de sa propre guerre

- Violence politique et démocratie américaine : anatomie d'une crise

- Mali : l'offensive du 25 avril, révélateur d'un basculement géopolitique au Sahel

- Hongrie : la fin du règne d'Orban et le retour le Budapest dans l'Europe

- Artémis II : le retour de l'humanité vers la Lune entre prouesse scientifique et rivalité géopolitique

- Pérou : une élection sous tension, symptôme d'une démocratie épuisée

- Climat : en Colombie, la transition énergétique devient un enjeu géopolitique mondial

- À écouter et lire pour mieux voir le monde

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

INSTITUT MONTAIGNE : En Iran, triple échec et impasse stratégiques

L'impasse diplomatique et militaire américaine face à l'Iran révèle les limites de la puissance.

MOYEN ORIENT : WASHINGTON PRIS AU PIÈGE DE SA PROPRE GUERRE

« On commence une guerre quand on veut, on la finit quand on peut. » Cette formule de Nicolas Machiavel, vieille de cinq siècles, résonne avec une acuité particulière en ce mois d'avril 2026, alors que les États-Unis se trouvent pris dans les rets d'un conflit au Moyen-Orient qu'ils ont déclenché avec assurance le 28 février, et dont ils peinent désormais à maîtriser la sortie. La facilité de l'offensive initiale — des frappes aériennes précises, une supériorité technologique affichée, une communication triomphaliste — a rapidement cédé la place à la réalité d'une guerre que nul ne sait comment conclure.

L'impasse diplomatique est la plus visible. Une première tentative de dialogue direct entre Washington et Téhéran, organisée à Islamabad sous médiation pakistanaise, s'est soldée par un échec cuisant début avril. Les deux parties se présentaient à la table avec des exigences mutuellement incompatibles, et surtout avec une méfiance si profonde qu'aucun espace de compromis ne pouvait émerger. Washington réclamait un abandon vérifiable et immédiat du programme d'armement nucléaire iranien — une capitulation, aux yeux de Téhéran. La République islamique, de son côté, exigeait la levée intégrale des sanctions, des indemnités de guerre, la reconnaissance de son droit à l'enrichissement de l'uranium et le retrait des forces américaines de la région — autant de conditions que l'administration américaine ne pouvait accepter sans se déjuger entièrement.

Ce dialogue de sourds s'inscrit dans une dynamique plus profonde : l'Iran, malmené militairement, refuse de négocier en position d'humilié, tandis que les États-Unis, enlisés, ne peuvent se permettre d'apparaître comme cédant à un adversaire qu'ils ont présenté à leur opinion publique comme vaincu. Le piège du vainqueur apparent est ainsi refermé sur Washington : trop fort pour perdre la guerre, trop insuffisamment décisif pour l'avoir gagnée.

Sur le terrain, cette impasse se traduit par une succession de gestes et de contre-gestes qui témoignent moins d'une stratégie cohérente que d'une gestion au jour le jour. Le 8 avril, un premier cessez-le-feu est arraché à grand-peine — mais il ne couvre ni le blocus du détroit d'Ormuz ni les combats au Liban. Le 16 avril, Trump annonce une pause de treize jours dans les combats entre Israël et le Hezbollah. Simultanément, l'Iran rouvre le détroit d'Ormuz — avant de le refermer dès le lendemain, Washington ayant maintenu le blocus de ses ports.

Dix jours plus tard, le cessez-le-feu libano-israélien est prolongé « sine die ». Ce ballet diplomatique épigoné illustre l'incapacité des acteurs à transformer une désescalade tactique en sortie stratégique.

Le coût humain et sécuritaire de cet enlisement se fait sentir bien au-delà des fronts iraniens. Au Liban, la zone d'opérations de la FINUL reste mortifère : le 18 avril, une attaque contre un convoi de Casques bleus dans le sud du pays coûtait la vie au sergent-chef français Florian Montorio. Un deuxième soldat français, l'adjudant Anicet Girardin, succédait à ses blessures le 22 avril. Ces morts rappellent que l'enlisement américain a des conséquences concrètes pour des soldats d'autres nations, piégés dans un théâtre d'opérations qu'ils ne maîtrisent pas.

Les conséquences économiques de l'impasse sont, elles, proprement mondiales. La fermeture intermittente du détroit d'Ormuz — par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial — a provoqué une envolée des cours du brut qui s'est répercutée dans tous les secteurs de l'économie internationale. Le FMI, dans ses perspectives publiées en avril, révisait à la baisse sa prévision de croissance mondiale à 3,1 % pour 2026. L'inflation repartait à la hausse dans de nombreux pays, pénalisant en premier lieu les économies émergentes et les nations importatrices nettes d'hydrocarbures. Washington, qui a déclenché ce conflit sans en négocier les externalités économiques avec ses alliés, se retrouve à gérer une crise globale dont il porte la responsabilité première.

La dimension stratégique de l'impasse est peut-être la plus révélatrice. En ciblant les infrastructures énergétiques iraniennes et en cherchant à étrangler l'économie de Téhéran, Washington espérait provoquer un effondrement interne du régime ou le contraindre à une négociation rapide. Ni l'un ni l'autre ne s'est produit. La République islamique, malgré ses pertes sévères, a démontré une résilience que les planificateurs américains avaient sous-estimée. Plus de 4 000 arrestations d'opposants, un Internet coupé pendant près de deux mois, une communication d'État verrouillée — le régime des mollahs tient, et avec lui, sa capacité à refuser l'accord.

Cette résilience iranienne s'explique en partie par le soutien, au moins rhétorique, de la Russie et de la Chine, qui observent avec intérêt la déconfiture américaine. Moscou et Pékin n'ont aucun intérêt à ce que Washington remporte une victoire décisive au Moyen-Orient, qui redessinerait à son profit l'échiquier géopolitique mondial. L'enlisement américain est, pour eux, un cadeau stratégique à ne surtout pas interrompre.

La situation au terme de 2 mois de guerre est celle d'un équilibre instable et coûteux. Le cessez-le-feu tient — mais sur quelles bases ? Aucune négociation structurée n'est en cours. Le nucléaire iranien, prétexte officiel de l'offensive, n'a pas été démantelé. Le détroit d'Ormuz demeure un otage potentiel. Et les victimes civiles continuent de s'accumuler des deux côtés d'une frontière qui n'existe que sur les cartes.

Machiavel, encore, aurait pu ajouter qu'une guerre commence par un calcul et finit par une négociation — et que plus le calcul initial est simpliste, plus la négociation finale sera douloureuse. Washington en fait l'expérience amère. La puissance militaire la plus formidable du monde découvre, une fois de plus après le Vietnam, l'Irak et l'Afghanistan que la force des armes peut ouvrir une guerre, mais ne suffit jamais à la refermer. ◆

VIOLENCE POLITIQUE ET DÉMOCRATIE AMÉRICAINE : ANATOMIE D'UNE CRISE

La tentative d'assassinat du 25 avril 2026 n'est pas un fait divers — c'est un symptôme.

La nuit du 25 avril 2026, Cole Tomas Allen, ingénieur de 31 ans originaire de Torrance en Californie, s'est présenté au Hilton de Washington armé d'un fusil de chasse, d'une arme de poing et de plusieurs couteaux, dans l'intention manifeste d'attenter à la vie du président Trump, présent au dîner annuel des correspondants de la Maison-Blanche. Il a été neutralisé par les services secrets avant d'atteindre la salle de bal. Un agent, touché, a été sauvé par son gilet pare-balles. Personne n'est mort. Ce soulagement factuel ne doit pas masquer l'essentiel : cet incident s'inscrit dans une séquence inquiétante, et le réduire à un simple fait de sécurité intérieure serait une erreur d'analyse.

Allen n'appartient à aucune organisation, ne répond à aucun

appel explicite à la violence. Il représente un phénomène bien documenté par les chercheurs en sécurité intérieure : l'individu radicalisé par accumulation idéologique, sans appartenance structurée. Le manifeste retrouvé par le FBI révèle une pensée cohérente dans sa logique interne — une conviction que l'administration Trump opprime les plus vulnérables, assortie d'une justification théologique du passage à l'acte. Il cite la Bible pour légitimer sa violence, non comme prétexte, mais comme cadre moral sincère. Ce type de profil — éduqué, isolé, convaincu d'agir au nom d'une justice supérieure — est précisément celui que les agences de sécurité intérieure américaines ont identifié comme l'une des menaces les plus difficiles à anticiper. Il ne s'agit pas d'un déséquilibré au sens clinique ordinaire, mais d'un acteur dont la rationalité interne est construite sur une lecture radicale du réel politique.

Il serait commode, et intellectuellement malhonnête, de réduire cet acte à une conséquence mécanique du climat politique. La responsabilité individuelle demeure entière. Mais ignorer le contexte serait tout aussi erroné. Les États-Unis traversent depuis plusieurs années une période de polarisation affective intense, distincte d'un simple désaccord idéologique. Ce que les politologues appellent l'affective polarization — la haine de l'adversaire plutôt que le seul attachement à ses propres positions — atteint des niveaux sans précédent aux États-Unis. La droite et la gauche ne se contentent plus de s'opposer sur des politiques ; elles se perçoivent mutuellement comme des menaces existentielles pour la nation. Dans ce contexte, des individus prédisposés à l'action solitaire trouvent dans le discours ambiant une permission symbolique de franchir le seuil de la violence. Allen lui-même écrit qu'il n'agit pas par haine personnelle contre Trump, mais au nom des victimes du pouvoir. Cette désindividualisation de la cible — transformer un homme en symbole d'un système à abattre — est un mécanisme classique de désinhibition à la violence politique.

La gestion immédiate de la crise révèle plusieurs tensions caractéristiques de l'ère Trump. Le président lui-même, évacué en urgence, mais refusant d'abord de coopérer avec le protocole de sécurité — il reconnaîtra plus tard avoir voulu « comprendre ce qui se passait » avant d'être emmené — illustre une posture constante : celle d'un chef d'État qui instrumentalise sa propre exposition au danger comme signe de virilité politique, au prix d'une prise de risque réelle pour lui-même et pour ses agents de protection. Les failles sécuritaires elles-mêmes méritent attention. Le fait qu'un individu armé ait pu pénétrer dans l'hôtel par les escaliers intérieurs, en contournant les contrôles extérieurs, pose des questions structurelles sur les protocoles de protection présidentielle dans des lieux non-dédiés. Ce n'est pas un détail : c'est la deuxième tentative d'assassinat contre Trump en moins de deux ans, après Butler en 2024.

Peut-être plus révélatrice que l'incident lui-même est la réaction d'une fraction de l'opinion américaine : la prolifération immédiate de théories affirmant que l'attentat avait été mis en scène. Des images de caméras de surveillance sorties de leur contexte, des spéculations sur un complot lié au projet de rénovation de la Maison-Blanche — ces narratives conspirationnistes ne sont pas marginales. Elles circulent à grande vitesse sur X, Instagram etc., amplifiées par des réseaux d'influence bien identifiés. Ce phénomène est symptomatique d'une crise plus profonde que la polarisation politique : une crise épistémique, c'est-à-dire une incapacité croissante d'une partie de la population à s'accorder sur les faits élémentaires. Lorsque la réalité elle-même devient un champ de bataille partisan, les institutions démocratiques — qui présupposent un minimum de confiance partagée dans les procédures et dans les faits — perdent leur capacité à fonctionner comme arbitres légitimes.

Les condamnations unanimes des alliés occidentaux — Emmanuel Macron, Keir Starmer, Ursula von der Leyen — ont été rapides et sans ambiguïté. Elles disent quelque chose d'important : la stabilité des États-Unis est perçue, à raison, comme un bien collectif pour les démocraties libérales. Mais elles soulignent aussi un paradoxe : ces mêmes dirigeants doivent composer au quotidien avec une administration américaine dont les politiques commerciales, diplomatiques et climatiques les fragilisent. Soutenir l'intégrité physique du président Trump ne signifie pas adhérer à son projet politique — et la nuance est de plus en plus difficile à tenir dans des opinions publiques elles-mêmes fracturées.

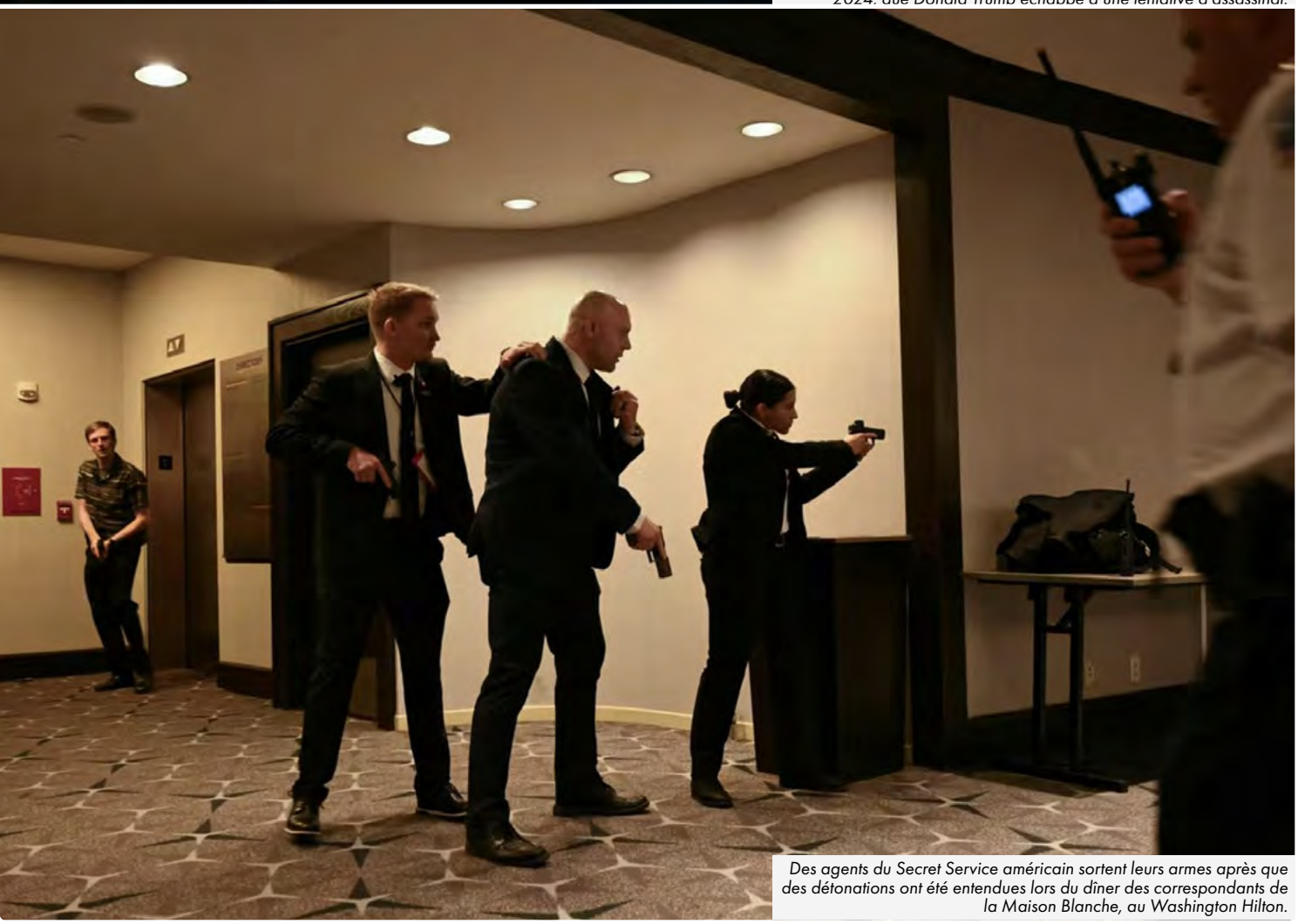
L'incident du 25 avril 2026 pose, en réalité, une question que ni les discours officiels ni les réseaux sociaux ne permettent d'affronter clairement : dans une démocratie aussi fracturée que celle des États-Unis aujourd'hui, quelles sont les conditions minimales pour que la violence politique reste l'exception et non une option parmi d'autres pour des individus convaincus que les voies ordinaires sont fermées ? Cette question n'appelle pas de réponse simple. Elle exige, en revanche, que l'on cesse de traiter chaque tentative d'attentat comme un événement isolé, et que l'on commence à les lire pour ce qu'ils sont collectivement : les signaux d'alarme d'une démocratie en tension profonde avec elle-même. ◆

ALLER PLUS LOIN...

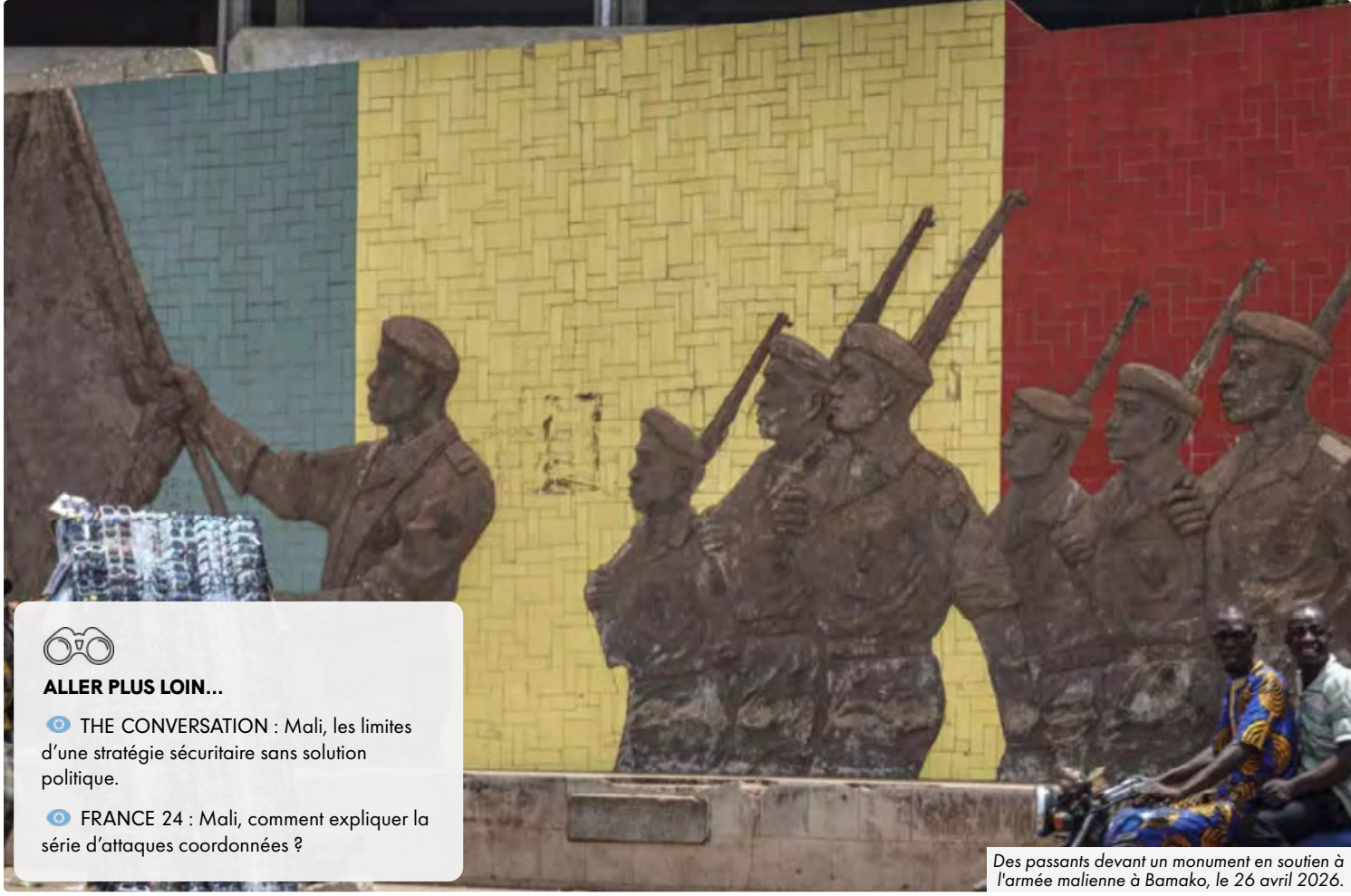
- EURONEWS : Castro, de Gaulle, Trump : les leaders qui ont survécu à des tentatives d'assassinats.
- LE MONDE : Les tirs au gala de la presse ravivent des théories du complot sur Donald Trump.



Washington (États-Unis), samedi 25 avril. C'est la troisième fois, depuis 2024, que Donald Trump échappe à une tentative d'assassinat.



Des agents du Secret Service américain sortent leurs armes après que des détonations ont été entendues lors du dîner des correspondants de la Maison Blanche, au Washington Hilton.



ALLER PLUS LOIN...

THE CONVERSATION : Mali, les limites d'une stratégie sécuritaire sans solution politique.

FRANCE 24 : Mali, comment expliquer la série d'attaques coordonnées ?

Des passants devant un monument en soutien à l'armée malienne à Bamako, le 26 avril 2026.

MALI : L'OFFENSIVE DU 25 AVRIL, RÉVÉLATEUR D'UN BASCULEMENT GÉOPOLITIQUE AU SAHEL

Quand la guerre périphérique atteint le cœur de l'État

Les attaques coordonnées du 25 avril 2026 constituent un tournant dans la crise malienne. Elles ne relèvent pas d'un simple épisode de violence supplémentaire, mais d'un changement d'échelle. En visant simultanément Bamako, Kati, Mopti, Sévaré, Gao, Bourem et Kidal, les groupes armés ont démontré leur capacité à frapper plusieurs centres stratégiques à la fois, y compris à proximité immédiate du pouvoir central.

Cette séquence révèle une évolution majeure : la guerre malienne n'est plus seulement une guerre des périphéries. Pendant longtemps, l'insécurité semblait concentrée dans le Nord, puis dans le Centre, loin du cœur politique du pays. Désormais, la capitale elle-même apparaît vulnérable. Bamako n'a pas été conquise, mais le fait qu'elle puisse être ciblée, encerclée ou économiquement asphyxiée modifie profondément la perception du conflit. L'enjeu est donc moins la chute immédiate de l'État malien que l'érosion progressive de sa capacité à incarner l'ordre, la sécurité et la souveraineté.

Une stratégie d'asphyxie plutôt qu'une stratégie de conquête

Pour comprendre les attaques du 25 avril, il faut les replacer dans une dynamique plus longue. Depuis septembre 2025, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, ou GSIM/JNIM, mène une campagne de pression sur les axes d'approvisionnement de Bamako. La destruction de plus de 130 camions-citernes depuis le début de cette campagne montre que le carburant est devenu une arme stratégique dans le conflit malien.

Cette donnée est essentielle. Les groupes armés ne cherchent pas nécessairement à conquérir Bamako par une offensive

conventionnelle. Leur objectif est plus subtil : perturber les flux, ralentir l'économie, provoquer des pénuries, épuiser les forces de sécurité et démontrer que l'État ne maîtrise plus les routes vitales du pays. C'est une guerre d'asphyxie. Elle vise moins à occuper immédiatement la capitale qu'à rendre visible son isolement. Dans une guerre asymétrique, l'image d'une capitale menacée, mal ravitaillée et dépendante de convois vulnérables peut produire un effet politique considérable. Le conflit se joue donc autant sur les routes que dans les casernes. Contrôler un axe logistique, détruire des camions, imposer un blocus partiel ou filtrer les mouvements devient une manière de gouverner par la contrainte.

GSIM et FLA : une convergence tactique, non une fusion idéologique

L'un des aspects les plus significatifs de l'offensive d'avril 2026 est la coordination entre le GSIM/JNIM et le Front de libération de l'Azawad. Ces deux acteurs ne poursuivent pourtant pas le même projet. Le GSIM/JNIM s'inscrit dans une logique djihadiste transnationale. Affilié à Al-Qaïda, il cherche à affaiblir les États sahéliens, à imposer une gouvernance islamiste radicale et à étendre son influence au-delà du Mali. Le JNIM est aujourd'hui le principal mouvement djihadiste du Sahel central, il cherche à élargir son rayon d'action vers l'Afrique de l'Ouest. Le FLA, lui, s'inscrit dans une histoire différente : celle des rébellions touarègues et de la revendication de l'Azawad. Son objectif est d'abord territorial et politique. Il vise l'autodétermination ou l'autonomie du Nord malien, non la construction d'un projet djihadiste régional.

Il faut donc éviter une confusion : coordination militaire ne signifie pas alliance idéologique. Le rapprochement entre ces deux forces semble d'abord relever d'un calcul tactique. Elles partagent un ennemi commun : l'armée malienne, la junte de Bamako et ses soutiens russes. Leur coopération est donc moins le signe d'une fusion doctrinale qu'un exemple de la plasticité des alliances dans les conflits sahéliens. Cette plasticité est l'une des clés de compréhension de la guerre au Mali. Les groupes armés peuvent s'affronter, négocier, coopérer ponctuellement ou se partager des zones d'influence selon les rapports de force locaux. Le conflit n'oppose pas deux blocs homogènes ; il fonctionne comme un système mouvant d'acteurs armés, de communautés, de trafics, de revendications locales et d'intérêts régionaux.

Un modèle sécuritaire malien à l'épreuve

Depuis les coups d'État de 2020 et 2021, la junte malienne a construit sa légitimité sur une promesse centrale : restaurer la souveraineté nationale et vaincre l'insécurité. Le départ des forces françaises, la réduction de la coopération européenne et le rapprochement avec Moscou ont été présentés comme les conditions d'une reconquête du territoire. Or, les attaques du 25 avril 2026 fragilisent directement ce récit. En frappant plusieurs villes et axes stratégiques, les groupes armés ont montré que le pouvoir militaire, malgré sa centralisation et son discours souverainiste, ne contrôle pas durablement le territoire.

Le paradoxe est donc évident : l'État malien est plus militarisé, mais il n'est pas nécessairement plus efficace. L'armée peut tenir certaines villes, défendre des bâtiments officiels ou mener des opérations ponctuelles, mais cela ne suffit pas à gouverner un territoire. Le contrôle réel suppose aussi une administration, une justice, des services publics, une capacité à arbitrer les conflits locaux et une relation de confiance avec les populations. Là où ces fonctions disparaissent, les groupes armés s'installent. Ils taxent, menacent, protègent parfois, imposent des règles et exploitent les frustrations locales. Leur pouvoir ne vient donc pas seulement de leurs armes, mais aussi de leur capacité à combler les vides laissés par l'État.

Le partenariat avec la Russie illustre également les limites de la réponse militaire. Après la rupture avec Paris, Bamako s'est tourné vers Moscou, d'abord à travers Wagner, puis via l'Africa Corps. Ce choix permet à la junte d'affirmer une souveraineté retrouvée et de bénéficier d'un soutien moins conditionné aux exigences démocratiques occidentales. Mais ce soutien apparaît davantage comme une garantie de survie du régime que comme une solution de stabilisation. Il peut renforcer certaines capacités offensives, protéger des centres urbains et soutenir l'appareil sécuritaire, mais il ne règle pas les causes profondes de l'insurrection : marginalisation des périphéries, conflits communautaires, absence de services publics, violences locales et défiance envers l'État.

La crise humanitaire renforce encore cette fragilité. Les pénuries de carburant, les routes coupées, les déplacements de population et les difficultés d'accès à l'aide affaiblissent l'image d'un État protecteur. Dans ce contexte, l'humanitaire devient un enjeu géopolitique : celui qui contrôle les routes, les ressources et les flux contrôle une partie du pouvoir. Les groupes armés peuvent ainsi tirer profit de l'effondrement des services essentiels pour accroître leur influence.

La crise malienne s'inscrit enfin dans une recomposition régionale plus large. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger, tous dirigés par des régimes militaires, ont rompu avec une partie de leurs partenaires occidentaux et se sont rapprochés de la Russie. Pourtant, cette recomposition n'a pas produit la stabilisation attendue. Les groupes djihadistes continuent de s'étendre, de se coordonner et d'exploiter les failles des États sahéliens.

Les attaques du 25 avril révèlent ainsi que la guerre au Mali n'est pas seulement une confrontation militaire. C'est aussi une guerre pour la légitimité. Bamako n'est pas tombée, mais le modèle sécuritaire de la junte vacille. La sécurité ne peut pas être imposée uniquement par la coercition ni importée d'un partenaire extérieur. Elle suppose la reconstruction patiente d'un lien politique entre l'État et les populations. ◆



ALLER PLUS LOIN...

- INSTITUT MONTAIGNE : Défaite d'Orban, la droite illibérale et les paradoxes de l'hégémonie culturelle
- FRANCE CULTURE : la défaite d'Orban analysée

Peter Magyar, chef du parti d'opposition Tisza, brandit un drapeau hongrois pour célébrer la défaite du Premier ministre hongrois Viktor Orban aux élections législatives, à Budapest, en Hongrie, le 12 avril 2026.

HONGRIE : LA FIN DU RÈGNE D'ORBAN ET LE RETOUR DE BUDAPEST DANS L'EUROPE

Le 12 avril 2026 marque une rupture majeure dans l'histoire politique hongroise et, plus largement, dans l'équilibre interne de l'Union européenne. Après seize années de domination de Viktor Orbán, le parti Tisza de Péter Magyar a remporté une victoire d'une ampleur exceptionnelle, mettant fin au cycle de la « démocratie illibérale » qui avait fait de Budapest l'un des principaux foyers de tension au sein de l'UE. Les résultats définitifs donnent à Tisza une majorité des deux tiers, avec 141 sièges sur 199, contre 52 pour le Fidesz-KDNP, ce qui offre au nouveau pouvoir une capacité constitutionnelle rarement atteinte depuis la transition démocratique hongroise.

Cette victoire ne constitue pas seulement une alternance électorale. Elle ressemble davantage à une correction politique d'ampleur, après des années de concentration du pouvoir, de contrôle des médias publics, de polarisation identitaire et de conflit permanent avec Bruxelles. La forte participation, proche de 80 %, montre que le scrutin a été vécu comme un choix de régime. Les électeurs hongrois ne se sont pas seulement prononcés pour un nouveau gouvernement ; ils ont tranché entre deux orientations historiques : la poursuite d'un souverainisme nationaliste organisé autour du Fidesz, ou le retour à une Hongrie plus européenne, plus institutionnelle et plus prévisible.

La chute d'Orbán est d'autant plus symbolique qu'il avait profondément transformé l'État hongrois depuis 2010. Son pouvoir reposait sur trois piliers : une majorité parlementaire durable, un appareil médiatique aligné et un discours politique fondé sur la défense de la nation contre des ennemis désignés — Bruxelles, les migrants, les ONG, George Soros, les libéraux occidentaux ou encore l'Ukraine. Ce système avait permis à Orbán de se présenter comme le protecteur d'une Hongrie assiégée. Mais il avait aussi installé un modèle politique où l'État de droit, l'indépendance de la justice et le pluralisme médiatique avaient été progressivement affaiblis.

La campagne de 2026 a montré l'épuisement de ce modèle. Le Fidesz a tenté de mobiliser ses thèmes classiques : peur de la guerre, hostilité envers l'Ukraine, dénonciation des « bureaucrates de Bruxelles » et défense des valeurs conservatrices. Mais cette rhétorique a rencontré ses limites. Une partie croissante de la société hongroise semblait moins sensible aux récits de menace extérieure qu'à des préoccupations plus concrètes : corruption, inflation, stagnation économique, départ des jeunes diplômés, isolement européen et captation des ressources publiques par des réseaux proches du pouvoir.

C'est dans cette faille que Péter Magyar a construit sa percée. Son profil a joué un rôle décisif. Ancien membre du système Fidesz, il ne pouvait pas être facilement présenté comme un représentant de l'opposition libérale traditionnelle. Il parlait à des électeurs conservateurs lassés d'Orbán, mais méfiants à l'égard de la gauche ou des anciens partis d'opposition. Tisza a ainsi réussi à combiner plusieurs registres : conservatisme culturel modéré, discours anticorruption, promesse de restauration institutionnelle et réengagement européen.

Cette position explique en partie l'ampleur de la victoire. Magyar n'a pas gagné uniquement contre Orbán ; il a gagné en occupant l'espace politique que le Fidesz avait longtemps verrouillé. Il a proposé une sortie de l'orbánisme sans demander aux Hongrois de renier toute sensibilité nationale ou conservatrice. C'est là l'une des clés géopolitiques du moment hongrois : le retour vers l'Europe ne se fait pas au nom d'un libéralisme abstrait, mais au nom d'un patriotisme réorienté. Pour Magyar, rejoindre pleinement le jeu européen signifie défendre plus efficacement les intérêts hongrois.

Les conséquences pour l'Union européenne sont considérables. Pendant des années, Orbán a utilisé sa position au Conseil européen comme un instrument de blocage. Il a freiné les sanctions contre la Russie, contesté les aides à l'Ukraine, attaqué les mécanismes européens sur l'État de droit et transformé la Hongrie en point d'appui des forces nationalistes européennes. Son départ réduit un obstacle majeur à la cohésion européenne, en particulier sur la guerre en Ukraine et la politique étrangère commune.

Le changement est déjà perceptible. Péter Magyar a engagé des discussions avec les institutions européennes afin de débloquer les fonds suspendus à cause des atteintes à l'État de droit, de la corruption et de l'affaiblissement de l'indépendance judiciaire sous Orbán. Les négociations portent sur plusieurs dizaines de milliards d'euros, dont une partie du plan de relance européen, essentielle pour une économie hongroise affaiblie.

Mais le retour de Budapest dans le jeu européen ne sera pas automatique. L'UE se trouve face à un dilemme : accompagner rapidement le nouveau gouvernement pour stabiliser la transition, ou maintenir une stricte conditionnalité afin de ne pas donner l'impression que les fonds européens peuvent être libérés sur la seule base d'un changement politique. Pour Magyar, l'enjeu est inverse : il doit obtenir des résultats rapides sans apparaître comme un dirigeant placé sous tutelle de Bruxelles.

Le chantier intérieur est tout aussi complexe. Avec sa majorité des deux tiers, Tisza peut modifier la Constitution, réformer la justice, refonder les institutions de contrôle, revoir les lois électorales et réorganiser l'espace médiatique. Mais défaire seize ans d'orbánisme ne consiste pas seulement à changer des textes. Il faut aussi reconstruire des contre-pouvoirs, rétablir la confiance civique et sortir d'une culture politique structurée par la peur, la loyauté partisane et la dépendance économique à l'État.

La question des médias sera centrale. Sous Orbán, les médias publics et une grande partie de l'écosystème médiatique proche du pouvoir ont servi d'instruments de mobilisation politique. Le nouveau pouvoir veut réformer cet appareil, mais il devra éviter de remplacer une machine partisane par une autre. La difficulté sera de restaurer l'indépendance éditoriale sans donner l'image d'une purge politique. Des journalistes de médias publics ont déjà appelé à un retour à l'autonomie professionnelle, signe que la transition se jouera aussi à l'intérieur même des institutions héritées du Fidesz.

Sur le plan géopolitique, la défaite d'Orbán affaiblit un réseau idéologique transnational. Le Premier ministre hongrois sortant était devenu une référence pour une partie des droites nationalistes européennes et américaines. Sa chute montre que le populisme peut être battu non seulement par une opposition libérale, mais aussi par une offre conservatrice, anticorruption et pro-européenne. Ce signal sera observé de près à Varsovie, Bratislava, Rome, Paris, Berlin et Washington.

La Russie perd également un relais précieux au sein de l'Union européenne. Orbán n'était pas un allié formel de Moscou, mais il avait souvent ralenti ou complexifié la réponse européenne à l'agression russe contre l'Ukraine. Un gouvernement hongrois, moins conciliant envers le Kremlin, pourrait faciliter les décisions européennes, renforcer la solidarité avec Kiev et réduire les ambiguïtés stratégiques au sein de l'OTAN.

Il serait toutefois naïf de parler d'un retour simple à la normale. La société hongroise reste divisée, le Fidesz conserve un socle électoral important, et l'appareil d'État demeure marqué par seize années de nominations, de dépendances et de réseaux d'influence. Magyar devra donc gouverner avec prudence : aller vite pour répondre à l'attente démocratique, mais assez méthodiquement pour ne pas transformer la transition en revanche.

La victoire du 12 avril n'est donc pas seulement la fin du règne d'Orbán. Elle ouvre une bataille plus longue : celle de la reconstruction institutionnelle d'un État membre de l'Union européenne après une période d'érosion démocratique avancée. Pour Budapest, il s'agit de redevenir un partenaire fiable. Pour Bruxelles, il s'agit de prouver que l'Union peut sanctionner les dérives autoritaires, mais aussi accompagner le retour à l'État de droit. Pour l'Europe entière, la Hongrie devient un test : celui de la réversibilité de l'illibéralisme.

Le scrutin hongrois rappelle enfin une leçon essentielle : une démocratie peut être affaiblie pendant des années sans être entièrement détruite. Les élections peuvent rester un espace de basculement, à condition qu'une offre politique crédible parvienne à transformer la lassitude en mobilisation. En ce sens, le 12 avril 2026 n'est pas seulement une date hongroise. C'est un moment européen. ◆



ALLER PLUS LOIN...

INSTITUT MONTAIGNE : Défaite d'Orban, la droite illibérale et les paradoxes de l'hégémonie culturelle

FRANCE CULTURE : la défaite d'Orban analysée

Le 7 avril 2026, l'équipage de Artemis II (Christina Koch, Jeremy Hansen, Victor Glover et Reid Wiseman) prend la pose dans la capsule Orion.

ARTÉMIS II : LE RETOUR DE L'HUMANITÉ VERS LA LUNE ENTRE PROUESSE SCIENTIFIQUE ET RIVALITÉ GÉOPOLITIQUE

Le succès d'Artemis II, du 1er au 10 avril 2026, marque un tournant dans l'histoire spatiale contemporaine. Pour la première fois depuis Apollo 17 en 1972, des êtres humains ont quitté l'orbite terrestre basse pour s'aventurer jusqu'à la Lune. La mission n'a pas comporté d'alunissage, mais elle a rempli une fonction stratégique essentielle : démontrer que les États-Unis disposent à nouveau d'un système habité capable de transporter un équipage dans l'espace lointain, de le faire évoluer autour de la Lune, puis de le ramener vivant sur Terre.

Le 1er avril 2026, la fusée Space Launch System, ou SLS, a décollé du pas de tir 39B du Centre spatial Kennedy, emportant le vaisseau Orion et quatre astronautes : Reid Wiseman, Victor Glover, Christina Koch et Jeremy Hansen, de l'Agence spatiale canadienne. Le 10 avril, Orion a amerri dans le Pacifique, au large de San Diego, à 20 h 07 heure de la côte Est américaine, concluant un voyage de près de dix jours. La NASA indique que l'équipage a atteint, le 6 avril, une distance de 248 655 miles de la Terre, dépassant le record d'éloignement humain établi par Apollo 13.

Cette mission fut d'abord un test. Artemis II devait valider les systèmes de survie, de navigation, de communication, de propulsion et de rentrée atmosphérique du vaisseau Orion en conditions réelles. La réussite du vol prouve que l'architecture technologique américaine, malgré ses retards et ses coûts, reste capable de produire une mission habitée d'une très grande complexité. Elle confirme aussi le retour d'un savoir-faire que les États-Unis n'avaient plus exercé depuis plus d'un demi-siècle : envoyer des humains au-delà de la protection immédiate de la Terre.

L'équipage portait lui-même une forte charge symbolique. Christina Koch est devenue la première femme à accomplir un vol lunaire, Victor Glover le premier astronaute noir à s'aventurer autour de la Lune, et Jeremy Hansen le premier non-Américain à

participer à une mission lunaire habitée. Ces choix ne relèvent pas seulement de la communication. Ils traduisent une volonté politique : présenter Artemis non comme une répétition d'Apollo, mais comme une entreprise internationale, inclusive et durable. La NASA insiste sur cette dimension dans sa présentation du programme, qui vise à retourner sur la Lune, à y établir une présence de long terme et à préparer les futures missions vers Mars.

Mais Artemis II n'est pas seulement une histoire de science et d'exploration. C'est aussi un événement géopolitique. Dans les années 1960, Apollo s'inscrivait dans la guerre froide et dans la rivalité avec l'Union soviétique. En 2026, la compétition se joue principalement avec la Chine. Pékin affiche l'objectif d'envoyer des astronautes sur la Lune d'ici 2030 et de construire, à plus long terme, une présence lunaire permanente. La revue Nature rappelle que la Chine développe méthodiquement les éléments nécessaires à cette ambition : lanceur lourd, capsule habitée, alunisseur et architecture de base lunaire.

La comparaison avec Apollo est tentante, mais elle doit être nuancée. La nouvelle course à la Lune n'oppose plus deux blocs idéologiques parfaitement structurés. Elle met en concurrence des écosystèmes spatiaux. D'un côté, les États-Unis s'appuient sur la NASA, leurs alliés, les Artemis Accords et des entreprises privées comme SpaceX, Blue Origin, Lockheed Martin, Boeing ou Northrop Grumman. De l'autre, la Chine développe un programme très centralisé, soutenu par l'État et inscrit dans une stratégie industrielle, scientifique et militaire de long terme. La rivalité n'est donc pas seulement celle de deux drapeaux plantés sur le sol lunaire ; elle porte sur les normes, les technologies, les chaînes industrielles, les orbites, les ressources et les alliances.

Les Artemis Accords jouent ici un rôle central. Lancés en 2020 par les États-Unis et plusieurs partenaires, ils définissent des principes de coopération pour l'exploration de la Lune, de Mars et des autres corps célestes : transparence, interopérabilité, assistance mutuelle, gestion des débris, protection des sites historiques et utilisation pacifique de l'espace. La NASA présente ces accords comme un cadre destiné à renforcer la gouvernance de l'exploration spatiale civile. Mais cette gouvernance est aussi politique. La Chine et la Russie ne font pas partie de ce dispositif ; elles développent leur propre projet, l'International Lunar Research Station. L'espace lunaire se structure donc autour de cadres concurrents, ce qui reflète la fragmentation du système international terrestre.

Le rôle du secteur privé constitue l'autre grande rupture par rapport à Apollo. Dans les années 1960, l'exploration lunaire était presque entièrement étatique. Artemis, lui, dépend d'une combinaison plus complexe : la NASA fournit l'impulsion politique et scientifique, mais les industriels privés conçoivent des éléments décisifs, notamment les atterrisseurs lunaires. La stratégie américaine repose sur l'idée qu'une économie lunaire peut émerger : transport, communications, énergie, exploitation de l'eau glacée, infrastructures orbitales et services logistiques. Cette privatisation partielle accélère l'innovation, mais elle soulève aussi une question essentielle : qui fixera les règles d'un espace où États et entreprises agiront ensemble ?

Cette question renvoie au droit spatial. Le Traité de l'espace de 1967 interdit l'appropriation nationale des corps célestes, mais il a été conçu à une époque où les acteurs privés étaient marginaux et où l'exploitation commerciale des ressources lunaires relevait de la science-fiction. Aujourd'hui, l'eau glacée des pôles lunaires, potentiellement transformable en oxygène, en eau potable ou en carburant, devient un enjeu stratégique. Les zones les plus intéressantes de la Lune, notamment près du pôle Sud, sont limitées. La compétition ne portera donc pas seulement sur la capacité à y aller, mais sur la capacité à y rester et à organiser l'accès aux ressources.

Artemis II a également une dimension politique intérieure. Dans un monde traversé par les guerres, la polarisation et la défiance envers les institutions, la réussite d'une mission habitée offre un récit positif rare. Des millions de personnes ont suivi le lancement, le survol lunaire et le retour de l'équipage. Mais ce moment d'enthousiasme a coexisté avec une recrudescence des discours complotistes et des accusations de manipulation. Cette contradiction est révélatrice : les sociétés contemporaines peuvent produire des prouesses technologiques extraordinaires tout en doutant de plus en plus des institutions qui les rendent possibles.

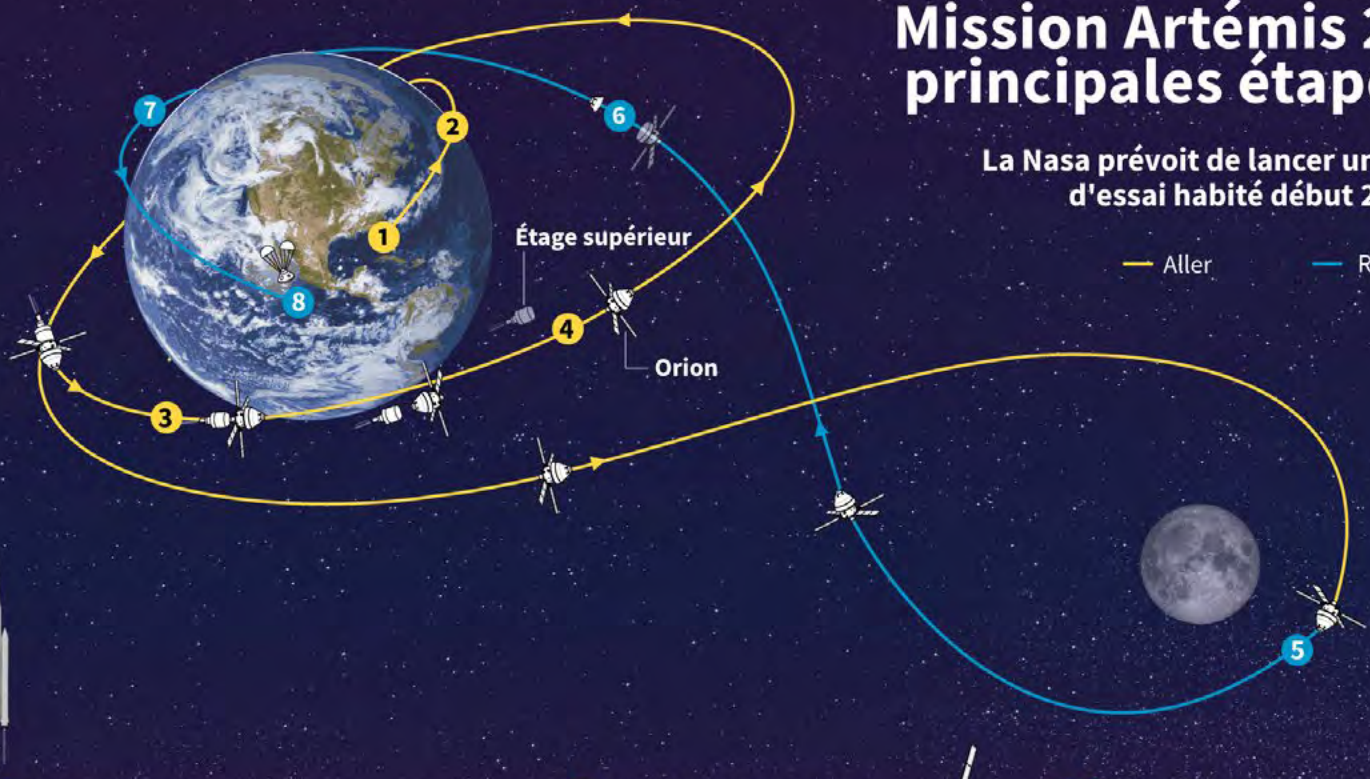
Le succès d'Artemis II ne règle pas tout. Les prochaines étapes restent difficiles. Artemis III a été réorientée vers des tests orbitaux et le premier nouvel alunissage habité est désormais visé pour 2028, avec Artemis IV. Les défis techniques demeurent considérables, notamment autour des atterrisseurs lunaires, des combinaisons, des systèmes de transfert, du ravitaillement en orbite et de la sécurité des équipages. NASA présente Artemis comme une étape vers Mars, mais cette ambition dépendra de choix budgétaires, industriels et politiques qui devront rester constants pendant de nombreuses années.

Il faut donc comprendre Artemis II comme une mission-charnière. Elle ne marque pas encore le retour de l'homme sur le sol lunaire, mais elle rend ce retour crédible. Elle démontre que la Lune redevient un espace stratégique majeur, non seulement pour la science, mais pour la puissance. Le XXIe siècle spatial ne sera pas une simple répétition d'Apollo : il sera plus international, plus commercial, plus juridique, plus militarisé en arrière-plan et plus concurrentiel.

En avril 2026, Orion n'a pas seulement ramené quatre astronautes sur Terre. La capsule a ramené l'humanité dans une nouvelle phase de son rapport à la Lune. Celle-ci n'est plus seulement un symbole poétique ou un souvenir de la guerre froide. Elle redevient un horizon politique, économique et stratégique. La question n'est désormais plus de savoir si les humains retourneront sur la Lune, mais selon quelles règles, avec quels partenaires, pour quels usages et au bénéfice de qui ? ◆

Mission Artémis 2 : principales étapes

La Nasa prévoit de lancer un vol d'essai habité début 2026



1. **Lancement** Centre spatial Kennedy
2. **Arrêt du moteur principal, séparation**
3. **Séparation du vaisseau spatial Orion**
4. **Orbite terrestre haute**, vérifications
5. **Survol lunaire**
6. **Séparation du module habité**
7. **Entrée dans l'atmosphère terrestre**
8. **Amerrissage dans l'océan Pacifique**

Source : Nasa

AFP



Des membres des forces de police péruviennes montent la garde à l'intérieur de l'Office national des processus électoraux (ONPE) à Lima, le 12 avril 2026, pendant les élections générales.

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE 24 : Présidentielle au Pérou, un scrutin chaotique qui ravive les contestations

PÉROU : UNE ÉLECTION SOUS TENSION, SYMPTÔME D'UNE DÉMOCRATIE ÉPUISÉE

Les élections générales péruviennes des 12 et 13 avril 2026 ne constituent pas seulement un scrutin national de plus dans un pays habitué à l'instabilité. Elles révèlent une crise politique profonde : celle d'une démocratie formellement vivante, mais socialement fracturée, institutionnellement fragilisée et travaillée par la défiance. Dans un contexte marqué par l'insécurité, la corruption, l'essor de l'extorsion et la fragmentation partisane, le Pérou apparaît comme l'un des laboratoires les plus inquiétants de la crise démocratique latino-américaine.

Le premier enseignement du scrutin est la dispersion extrême de l'offre politique. Plus de trente candidats étaient en lice, signe d'un système partisan éclaté, incapable de produire des blocs stables ou des projets de gouvernement cohérents. Keiko Fujimori, figure durable de la droite péruvienne et héritière politique du fujimorisme, est arrivée en tête du premier tour avec environ 17 % des voix, un score suffisant pour dominer la compétition, mais très faible au regard des standards d'une démocratie consolidée. La deuxième place, décisive pour l'accès au second tour du 7 juin, s'est jouée dans une grande incertitude entre Roberto Sánchez, candidat de gauche lié à Juntos por el Perú, et Rafael López Aliaga, représentant de l'ultradroite conservatrice. Avec plus de 97 % des bulletins comptés début mai, l'écart demeurait très étroit, dans un climat de contestation et d'audit informatique demandé par l'autorité électorale péruvienne.

Cette incertitude n'est pas seulement technique. Elle révèle une crise de confiance dans les institutions électorales. Des retards logistiques, des bureaux ouverts tardivement, des difficultés dans l'acheminement du matériel électoral et des problèmes touchant

certains électeurs à l'étranger ont alimenté la confusion. L'ONPE, l'organisme chargé de l'organisation électorale, a dû prolonger le vote dans certaines zones affectées, tandis que son propre dispositif de communication a dû démentir des accusations selon lesquelles la publication des résultats aurait été interrompue.

Dans ce contexte, les accusations de fraude ont prospéré. Rafael López Aliaga a contesté l'évolution du dépouillement après la progression du vote rural en faveur de Roberto Sánchez. Or, les observateurs internationaux et plusieurs institutions péruviennes n'ont pas signalé de fraude massive. Le problème n'est donc pas seulement l'existence d'irrégularités ponctuelles ou de défaillances logistiques ; il est la transformation de toute lenteur électorale en soupçon politique. Dans une démocratie minée par la défiance, le résultat n'est plus seulement compté : il est immédiatement soupçonné.

Le deuxième enseignement du scrutin est la centralité de l'insécurité. Le Pérou n'était pas traditionnellement perçu comme l'un des pays les plus violents d'Amérique latine. Pourtant, ces dernières années, homicides, extorsions, criminalité organisée et violences contre les transporteurs, les petits commerçants ou les écoles ont progressé rapidement. La campagne de 2026 s'est ainsi structurée autour de la promesse d'ordre. Les candidats ont rivalisé de propositions sécuritaires, souvent plus répressives que structurelles : renforcement policier, militarisation de certaines zones, durcissement pénal, voire retour de mesures d'exception. En amont du scrutin, la sécurité et la corruption ont dominé très largement les préoccupations électorales, dans un pays où les institutions policières et judiciaires restent perçues comme vulnérables à la corruption.

Cette demande d'ordre est politiquement ambivalente. D'un côté, elle exprime une inquiétude réelle des citoyens face à la montée de la violence. De l'autre, elle peut ouvrir la voie à des réponses autoritaires, surtout dans un pays marqué par l'héritage d'Alberto Fujimori. Le fujimorisme conserve en effet une mémoire politique contradictoire : pour certains, il incarne la restauration de l'ordre dans les années 1990 ; pour d'autres, il reste associé à l'autoritarisme, aux violations des droits humains et à la corruption d'État. La présence de Keiko Fujimori au second tour réactive donc un clivage ancien : sécurité contre libertés, ordre contre démocratie, efficacité contre contrôle institutionnel.

Le troisième enjeu est territorial. Le Pérou est profondément divisé entre Lima, les régions côtières urbanisées, les Andes rurales et l'Amazonie. Cette fracture était déjà apparue lors de l'élection de Pedro Castillo en 2021, quand le vote rural et andin avait exprimé une colère contre les élites liméniennes. En 2026, la progression de Roberto Sánchez dans certaines zones rurales rappelle que cette fracture n'a pas disparu. Elle s'est même aggravée. Une partie du pays considère toujours que l'État central gouverne depuis Lima sans comprendre les périphéries. À l'inverse, une partie des élites urbaines regarde le vote rural avec suspicion, parfois avec mépris social ou racial.

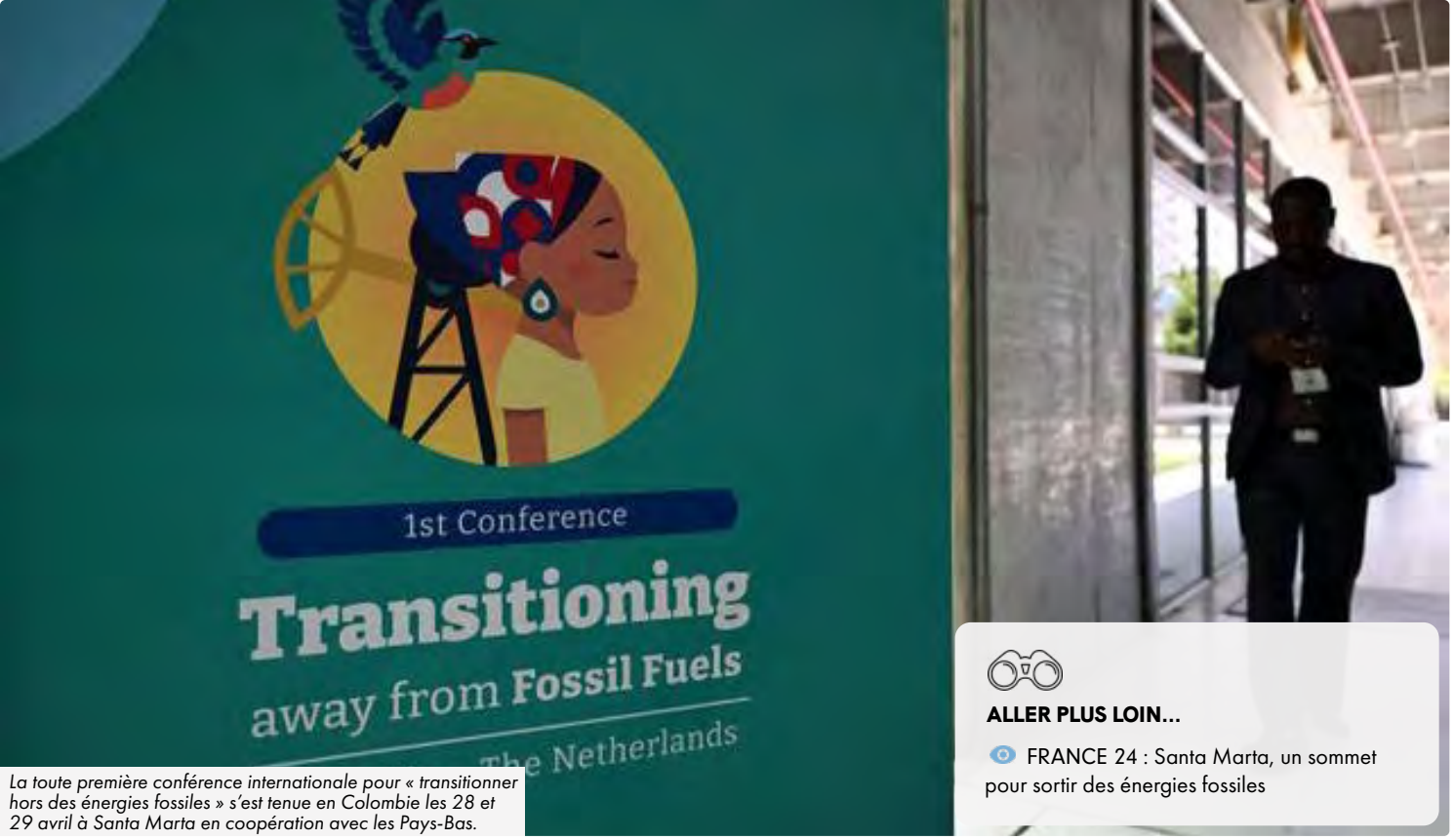
Cette dimension territoriale donne au scrutin une portée géopolitique interne. Le Pérou est un pays minier, amazonien, andin et pacifique. Il est à la fois inséré dans les marchés mondiaux des matières premières, exposé à la pression du crime organisé et traversé par des conflits environnementaux. L'exploitation illégale de l'or est devenue l'une des plus grandes économies illicites du pays, avec des effets dévastateurs sur les territoires amazoniens, les populations autochtones et les écosystèmes. Pourtant, le sujet est resté largement marginal dans la campagne, malgré son poids économique, social et sécuritaire.

C'est là l'un des paradoxes péruviens : le pays débat beaucoup de criminalité, mais peine à traiter ses causes économiques et territoriales. L'extorsion, le narcotrafic, l'or illégal, la corruption locale et les réseaux politiques ne sont pas des phénomènes séparés. Ils forment un système d'économie grise qui prospère dans les marges de l'État. Lorsque les institutions sont faibles, les marchés illégaux deviennent des formes alternatives de pouvoir. Sur le plan régional, l'élection péruvienne est suivie avec attention en Amérique latine. Le continent traverse une période de lassitude démocratique : crise sécuritaire en Équateur, polarisation au Brésil, autoritarisme consolidé au Venezuela et au Nicaragua, instabilité chronique au Pérou. Depuis 2016, Lima a connu une succession rapide de présidents, de destitutions, de conflits entre exécutif et Congrès, et de scandales de corruption. L'élection de 2026 ne règle pas cette instabilité ; elle la met en scène.

La question centrale n'est donc pas seulement de savoir qui gouvernera le Pérou après le second tour prévu le 7 juin. Elle est de savoir si le prochain gouvernement pourra gouverner. Un président élu avec une base électorale faible, face à un congrès fragmenté et à une société méfiante, risque d'entrer rapidement dans une logique de blocage. Le retour du bicamérisme, avec un Sénat et une Chambre des députés, peut théoriquement améliorer la représentation, mais il peut aussi complexifier davantage la production de majorités.

Le scrutin d'avril 2026 montre ainsi une démocratie en état de fatigue. Les élections ont bien lieu, les citoyens votent, les institutions fonctionnent encore. Mais la confiance est faible, l'offre politique est dispersée, les accusations de fraude circulent vite, et les problèmes structuraux — sécurité, corruption, inégalités territoriales, économie illégale — restent largement sans réponse.

Le Pérou n'est pas au bord d'un effondrement spectaculaire. Il est dans une crise plus lente, plus corrosive : celle d'un État qui continue d'organiser des élections, mais peine à produire de la légitimité. C'est précisément ce qui rend le moment péruvien si important. Il montre qu'une démocratie peut survivre institutionnellement tout en se vidant politiquement de sa capacité à convaincre. ◆



La toute première conférence internationale pour « transitionner hors des énergies fossiles » s'est tenue en Colombie les 28 et 29 avril à Santa Marta en coopération avec les Pays-Bas.

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE 24 : Santa Marta, un sommet pour sortir des énergies fossiles

CLIMAT : EN COLOMBIE, LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DEVIENT UN ENJEU GÉOPOLITIQUE MONDIAL

La première conférence internationale consacrée à la transition hors des énergies fossiles, organisée à Santa Marta en Colombie du 24 au 29 avril 2026, marque une étape importante dans la diplomatie climatique. Pour la première fois, près de soixante pays se sont réunis non pas seulement pour parler de réduction des émissions, mais pour discuter directement de la sortie du charbon, du pétrole et du gaz. Cette nuance est décisive. Depuis trois décennies, les négociations climatiques abordent surtout les conséquences de l'usage des fossiles ; Santa Marta a placé leur production et leur dépendance au centre du débat.

La conférence, coorganisée par la Colombie et les Pays-Bas, s'inscrit dans le prolongement de l'engagement pris à la COP28 de « transitionner hors des énergies fossiles ». Mais elle en modifie la logique. Les COP fonctionnent par consensus quasi universel, ce qui donne un poids considérable aux grands producteurs et aux grands consommateurs d'hydrocarbures. Santa Marta relève au contraire d'une logique de coalition volontaire : avancer avec les pays prêts à planifier la sortie des fossiles, même en l'absence des principaux bloqueurs. Selon Carbon Brief, 57 pays représentant environ un tiers de l'économie mondiale ont participé à cette première conférence. Cette absence des grands émetteurs et producteurs est l'une des données centrales de l'événement. Les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie ou l'Arabie Saoudite n'étaient pas au cœur du processus. Cela limite évidemment la portée immédiate de la conférence. Une transition mondiale hors des fossiles ne peut être réellement efficace sans les premières puissances économiques et énergétiques. Mais leur absence donne aussi à Santa Marta une signification politique : face au blocage des grands acteurs, des pays intermédiaires, vulnérables ou volontaires cherchent à créer une dynamique parallèle.

Le choix de la Colombie n'est pas anodin. Le pays est producteur de pétrole et de charbon, mais le gouvernement colombien défend depuis plusieurs années une diplomatie climatique offensive, appelant à sortir progressivement d'un modèle de développement fondé sur l'extraction. En accueillant cette conférence, Bogotá cherche à transformer une contrainte en leadership. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer les fossiles depuis une position extérieure au problème ; il s'agit de montrer qu'un pays producteur peut réfléchir à son propre désengagement.

Cette position donne à la conférence une portée particulière pour le Sud global. La sortie des fossiles ne peut pas être pensée de la même manière pour tous les États. Pour les pays riches, elle relève d'abord de la responsabilité historique et de la transformation industrielle. Pour les pays en développement, elle pose une question plus délicate : comment financer la transition sans sacrifier croissance, emplois, recettes publiques et sécurité énergétique ? Plusieurs États africains ou latino-américains rappellent que les hydrocarbures restent, pour eux, une source de revenus, d'exportations et parfois d'accès à l'électricité. La justice climatique devient donc centrale : demander une sortie des fossiles sans mécanisme financier crédible reviendrait à déplacer le coût de la transition vers les pays les moins responsables du réchauffement historique.

C'est pourquoi la conférence de Santa Marta a insisté sur les feuilles de route nationales. Plutôt que d'imposer un calendrier unique, les participants ont discuté de stratégies adaptées aux situations de chaque pays : réforme des subventions, développement des renouvelables, électrification, fiscalité carbone, accompagnement des travailleurs, diversification économique, réduction du méthane et planification de la fin des nouveaux projets fossiles. Les pays présents se sont engagés à élaborer des feuilles de route nationales pour sortir progressivement de la production et de l'usage des énergies fossiles, avec une seconde conférence prévue à Tuvalu en 2027.

L'un des enjeux majeurs porte sur les subventions aux énergies fossiles. Elles rendent artificiellement moins coûteux le charbon, le pétrole ou le gaz, tout en mobilisant des fonds publics qui pourraient être orientés vers les transports, l'efficacité énergétique ou les renouvelables. Une note du Parlement européen souligne que la suppression des subventions fossiles pourrait fortement réduire les émissions mondiales d'ici 2030, mais qu'elle doit être accompagnée de mesures de protection sociale pour éviter de pénaliser les ménages vulnérables.

Ce point est politiquement sensible. Dans de nombreux pays, les prix de l'énergie sont une question explosive. Les hausses de carburant peuvent déclencher des mouvements sociaux, comme l'ont montré les « gilets jaunes » en France ou les protestations dans plusieurs pays du Sud. Une transition mal conçue peut donc produire une réaction anti-climatique. La sortie des fossiles ne sera acceptable que si elle est socialement organisée : compensation des ménages pauvres, reconversion des travailleurs, investissements dans les transports publics et accès abordable à l'électricité.

La conférence révèle aussi une mutation de la géopolitique énergétique. Pendant le XXe siècle, la puissance se mesurait largement à la capacité de contrôler les hydrocarbures : routes du pétrole, détroits stratégiques, compagnies nationales, alliances avec les États producteurs. Au XXIe siècle, la puissance se mesurera de plus en plus à la capacité de maîtriser les technologies de transition : batteries, réseaux électriques, solaire, éolien, hydrogène, minerais critiques, stockage et efficacité énergétique. Sortir des fossiles ne signifie donc pas sortir de la géopolitique ; cela signifie changer d'arène géopolitique.

Santa Marta pose aussi une question juridique. Faut-il aller vers un traité de non-prolifération des énergies fossiles, sur le modèle des traités encadrant les armes nucléaires ? L'idée, défendue par plusieurs ONG et États vulnérables, repose sur trois principes : ne plus développer de nouveaux projets fossiles, organiser une réduction progressive de la production existante et financer une transition juste. Le site de l'initiative Fossil Fuel Treaty présente la conférence comme la première d'une série de rencontres destinées à construire une architecture internationale parallèle ou complémentaire aux COP traditionnelles.

Mais cette perspective reste politiquement difficile. Les hydrocarbures ne sont pas seulement une source d'émissions ; ils sont au cœur des budgets, des balances commerciales, des emplois et de la sécurité énergétique de nombreux États. Les grands producteurs n'accepteront pas facilement un cadre contraignant qui limiterait leur modèle économique. Les grands consommateurs, eux, craignent de fragiliser leur industrie ou leur stabilité sociale. La conférence de Santa Marta ouvre donc un chemin, mais elle ne supprime pas les rapports de force.

Son importance tient précisément à cela. Elle ne produit pas encore une contrainte universelle, mais elle déplace le centre du débat. Pendant longtemps, la diplomatie climatique a parlé de neutralité carbone sans toujours nommer clairement le problème principal : la poursuite de l'extraction et de la combustion du charbon, du pétrole et du gaz. Santa Marta oblige à regarder la racine énergétique du réchauffement.

La conférence de 2026 n'est donc ni une révolution, ni un simple sommet symbolique. Elle est un signal politique : une partie du monde ne veut plus attendre que les grands émetteurs acceptent de bouger. En réunissant des pays volontaires, elle tente de construire une norme avant de construire une obligation. C'est souvent ainsi que commence la diplomatie internationale : par des coalitions minoritaires qui, peu à peu, rendent pensable ce qui paraissait impossible.

Le succès de Santa Marta se mesurera dans les années à venir. Les feuilles de route nationales seront-elles précises ? Les financements suivront-ils ? Les pays producteurs accepteront-ils de planifier leur diversification ? Les grands absents rejoindront-ils le processus ou tenteront-ils de le marginaliser ? La seconde conférence, prévue à Tuvalu en 2027, sera un test important.

En avril 2026, une chose a toutefois changé : la sortie des énergies fossiles n'est plus seulement une formule inscrite dans les textes climatiques. Elle devient un objet de diplomatie, de planification et de confrontation géopolitique. Santa Marta a ouvert une bataille centrale du XXIe siècle : non plus seulement réduire les émissions, mais organiser la fin progressive du système énergétique qui les produit. ◆

À ÉCOUTER ET LIRE POUR MIEUX VOIR LE MONDE…



ÉCOUTER...

FRANCE INTER : Paix, anatomie d'une promesse

À écouter : Cette série de Thomas Snégaroff, avec le politiste Bertrand Badie, interroge la notion de paix à un moment où les conflits en Iran, au Liban et en Ukraine rappellent que la guerre demeure une réalité centrale des relations internationales. L'idée principale est que la paix ne peut pas être réduite à l'absence de guerre : elle est une construction politique, juridique et sociale, toujours fragile, qui dépend des rapports de force, des institutions et de la reconnaissance entre les acteurs.

La série retrace d'abord l'histoire longue des modèles de paix. La **Pax Romana** incarne une paix imposée par la puissance impériale : l'ordre existe, mais il repose sur la domination militaire et culturelle du plus fort. Avec le christianisme, la paix acquiert une dimension morale et spirituelle. Puis les traités de **Westphalie de 1648** fondent un autre modèle : celui de la paix entre États souverains, organisée autour de l'équilibre des puissances. Ce système domine l'Europe jusqu'au Congrès de Vienne en 1815.

Le XXe siècle marque une rupture avec l'idée de faire reculer la guerre par le droit. Le pacte Briand-Kellogg de 1928 tente de déclarer la guerre illégale, puis la création de l'ONU en 1945 cherche à substituer le multilatéralisme à la force. Mais cette ambition se heurte au veto des grandes puissances, à la Guerre froide et aux limites de la souveraineté nationale. Après 1990, la mondialisation a pu donner l'illusion d'une paix durable, vite démentie par le retour de conflits armés, d'humiliations collectives et de nouvelles rivalités.

La série interroge enfin la paix de demain. Face au retour des discours sur la « paix par la force », Bertrand Badie défend une approche plus large : la paix ne dépend pas seulement de la dissuasion ou de l'équilibre militaire, mais aussi de la **sécurité humaine** — accès à la santé, à l'alimentation, à la dignité et à la reconnaissance. Pour lui, la stabilité internationale suppose de dépasser la seule logique de puissance et d'accepter l'altérité. La paix devient alors moins un ordre imposé qu'un effort permanent pour reconnaître l'autre et construire une sécurité partagée. ◆



À lire : Une double accélération géopolitique et géoéconomique est à l'oeuvre sur fond de guerre froide sino-américaine, de guerre en Ukraine, au Proche-Orient et de réarmement global. Dans cet essai percutant, Thomas Gomart analyse l'interconnexion des conflits.

Risques et menaces proviennent de zones pivots où se concentrent désormais tous nos échanges vitaux : le détroit de Taïwan avec ses flux de microprocesseurs, la péninsule Arabique et son trafic continu d'hydrocarbures, la Méditerranée orientale où transite le blé et la mer Rouge, passage des flux commerciaux vers l'Europe. L'auteur relie les trajectoires de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord, à travers lesquelles se combinent trois crises nucléaires potentielles. Face à l'accélération brutale des conflits, il est temps pour les Européens d'agir s'ils veulent rester dans l'histoire. ◆



ACTUALITÉ NATIONALE

- Quel bilan économique et social après le choc de la guerre en Iran ?

- Allons-nous devoir travailler le 1er mai ?

- Séisme aux éditions Grasset

- Quand le leasing social relance le débat sur la transition énergétique

Céline CHARLES

QUEL BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL APRÈS LE CHOC DE LA GUERRE EN IRAN ?

Le déclenchement de la guerre en Iran à la fin du mois de février 2026 constitue un choc géopolitique majeur aux répercussions immédiates sur l'économie française. Dans un contexte déjà marqué par une croissance fragile, cette crise énergétique a ravivé l'inflation et freiné l'activité. Le mois d'avril 2026 offre ainsi une photographie révélatrice d'une économie sous contrainte et d'une société traversée par des inégalités croissantes.

Un bilan économique marqué par le retour de l'inflation et le ralentissement de l'activité

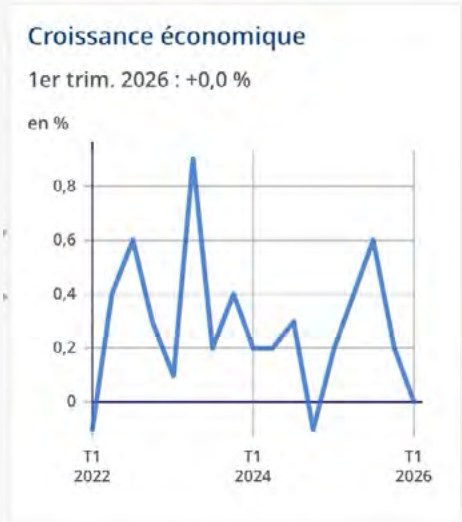
Après une décrue progressive en 2025 et début 2026, l'inflation repart nettement à la hausse sous l'effet de la guerre en Iran. Celle-ci provoque une flambée des prix du pétrole liée notamment aux perturbations du détroit d'Ormuz, cœur du commerce énergétique mondial. En avril 2026, l'inflation atteint environ 2,2 % à 2,5 % sur un an. Cette hausse est principalement tirée par l'énergie, dont les prix augmentent de plus de 14 % sur un an. Ce choc intervient alors même que l'inflation était retombée à environ 1 % début 2026. Il en résulte une baisse immédiate du pouvoir d'achat des ménages qui, rappelons-le, dépend des revenus et des prix.

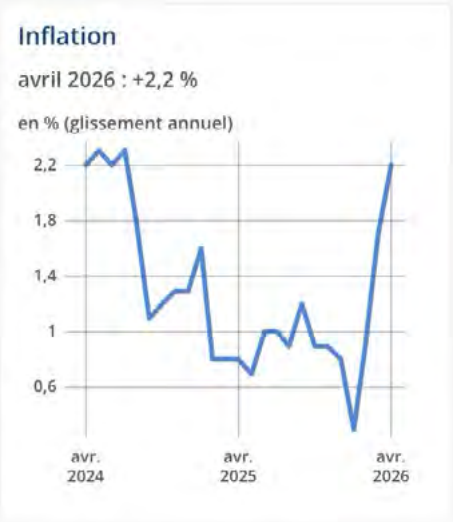
Par ailleurs, Au premier trimestre 2026, la croissance économique a été de 0,0 %, contre +0,2 % au quatrième trimestre 2025. Autrement dit, l'économie française a marqué un arrêt après une légère progression en fin d'année 2025 ce qui s'explique par : une consommation des ménages en recul (par rapport au trimestre précédent malgrè une hausse sur le seul mois de mars), affectée par la hausse des prix de l'énergie ; un investissement des entreprises atone, lié à l'incertitude géopolitique ; une demande intérieure faible, structurellement fragile en France et enfin, un contexte international dégradé. Le commerce extérieur constitue un autre point noir de la conjoncture. Au premier trimestre 2026, sa contribution à la croissance est fortement négative.

Un bilan social marqué par les inquiétudes et la montée des inégalités

Le choc inflationniste se traduit immédiatement par une dégradation du climat social. En avril 2026, la confiance des ménages chute fortement, atteignant son plus bas niveau depuis plusieurs années. Les ménages expriment une inquiétude accrue concernant : leur situation financière actuelle et future, la hausse du coût de la vie et enfin les perspectives d'emploi, le chômage connaissant une hausse tendantielle depuis 2021.

La perception de l'inflation connaît une hausse spectaculaire,







avec une augmentation sans précédent du nombre de ménages déclarant une forte hausse des prix. Dans ce contexte, la consommation recule et l'épargne de précaution reste élevée, ce qui alimente un cercle vicieux de faible croissance.

Par ailleurs, dans une analyse du 16 avril 2026 intitulée "Comptes des ménages par catégories en 2023" l'Insee afferme que les inégalités se sont creusées. En effet, en 2023, les inégalités de revenus demeurent importantes en France malgré le rôle redistributif de l'État. Les 10 % des ménages les plus modestes disposent en moyenne de 6 700 euros par unité de consommation (UC) et par an, contre 131 500 euros pour les 10 % les plus aisés, soit un rapport de 1 à 20 avant redistribution. Les revenus des ménages proviennent principalement des salaires, mais aussi des revenus du patrimoine, des cotisations sociales et des revenus des indépendants.

Les pouvoirs publics réduisent cependant fortement ces écarts grâce aux impôts et aux prestations sociales. Après prélèvements obligatoires et versement des aides sociales, le revenu disponible brut des ménages modestes est presque multiplié par deux, tandis que celui des ménages les plus aisés diminue d'environ un tiers. Les transferts sociaux en nature — notamment les dépenses publiques de santé, d'éducation et de logement — renforcent encore cette réduction des écarts.

Malgré cette redistribution, les inégalités se sont légèrement accrues en 2023 dans un contexte de quasi-stagnation du pouvoir d'achat (+0,3 %). Le rapport entre le revenu disponible moyen des 20 % les plus aisés et celui des 20 % les plus modestes est passé de 4,1 en 2022 à 4,4 en 2023. Même après prise en compte des transferts sociaux en nature, les écarts continuent de progresser : le ratio inter-cinquièmes du revenu disponible brut ajusté augmente de 2,5 à 2,6. Ces chiffres montrent que, malgré l'efficacité du système redistributif français, les ménages les plus modestes ont davantage subi les effets de l'inflation et du ralentissement économique que les catégories les plus favorisées.

Les inégalités sont également un frein économique

La note de conjoncture de l'Insee d'avril 2026 souligne que le choc énergétique affecte davantage les ménages modestes, dont la part des dépenses consacrée à l'énergie est plus élevée.

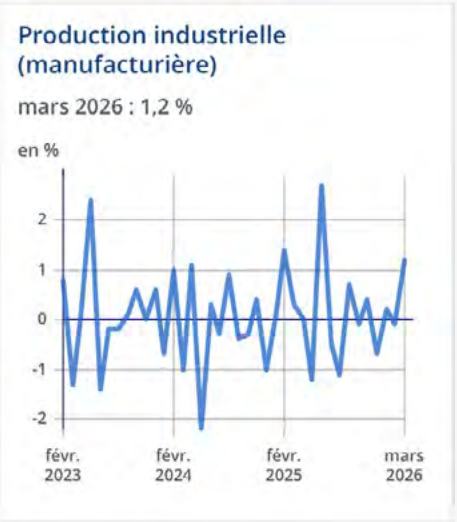
L'économiste Mickael Zemmour met en évidence le fait que la progression des inégalités ne constitue pas seulement un problème social, mais également un frein économique. En effet, les ménages modestes ont une propension à consommer plus élevée et leur appauvrissement réduit donc la demande globale. Il souligne aussi que la concentration des revenus freine la croissance.

Ainsi, la montée des inégalités contribue-t-elle à affaiblir l'activité économique elle-même. Cette dynamique est particulièrement visible en 2026, où la contraction de la consommation des ménages pèse directement sur le PIB.

Le bilan économique et social de la France en avril 2026 est donc celui d'une économie fragilisée par un choc externe majeur. La guerre en Iran agit alors comme un révélateur et un amplificateur de faiblesses préexistantes comme la dépendance énergétique la croissance insuffisante et les inégalités persistantes. ◆







ALLONS-NOUS DEVOIR TRAVAILLER LE 1ER MAI ?

Le 1er mai occupe une place singulière dans l'histoire sociale française. Né aux Etats-Unis, il s'impose en France à partir de 1890 comme une journée de revendication pour la journée de huit heures, avant d'être marqué par des épisodes sanglants, notamment à Fourmies en 1891, où la répression d'une manifestation fit dix morts. Longtemps associé à la lutte ouvrière, le 1er mai devient ensuite un jour férié chômé et payé pour la grande majorité des salariés. C'est précisément ce statut, à la fois protecteur et symbolique, qui a nourri la polémique récente sur la possibilité de faire travailler davantage de salariés ce jour-là.

Le cadre actuel

En droit français, le 1er mai est le seul jour obligatoirement chômé et payé pour les salariés, sauf exceptions prévues par le code du travail. Le principe est donc clair : contrairement aux autres jours fériés, qui peuvent être travaillés selon les secteurs, le 1er mai bénéficie d'un régime spécifique, plus protecteur. Cette exception tient à la portée historique de la date.

Le texte en vigueur prévoit toutefois une dérogation pour les établissements et services qui, par nature, ne peuvent interrompre leur activité. En pratique, cela couvre des activités comme les transports, les services essentiels ou certains secteurs d'urgence, mais la frontière exacte a longtemps été source d'incertitudes. Cette ambiguïté a alimenté des contentieux, en particulier dans les métiers de bouche, les commerces de proximité ou certaines activités artisanales, où l'on invoque la continuité du service au public et les habitudes de consommation. C'est dans ce contexte qu'a émergé la revendication d'un cadre juridique plus explicite, afin d'éviter des interprétations divergentes selon les juridictions ou les contrôles administratifs. Ces dernières ont suscité l'indignation de commerçants l'an dernier.

Le débat ne porte donc pas seulement sur la possibilité de travailler, mais sur la définition même de ce que doit être le 1er mai : un jour strictement à part, ou un jour férié avec davantage d'exceptions encadrées. Les opposants à toute évolution rappellent que cette journée représente l'un des derniers repères collectifs du droit social français, tandis que ses défenseurs soulignent l'existence de pratiques déjà tolérées dans plusieurs secteurs et la nécessité d'adapter la norme à la réalité économique.

Le contenu de la proposition de Loi

La proposition de loi déposée au Sénat le 25 avril 2025 visait à « permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai » en modifiant l'article L. 3133-6 du code du travail. Son objectif était de sécuriser juridiquement des activités déjà exercées ce jour-là, tout en limitant les risques pour les employeurs et les salariés. Le texte a été adopté par le Sénat le 3 juillet 2025, puis transmis à l'Assemblée nationale.

Dans sa version transmise au Sénat en avril 2026, la proposition précisait plusieurs catégories d'établissements qui pourraient employer des salariés le 1er mai : d'abord les établissements assurant principalement la fabrication ou la préparation de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ; ensuite les commerces dont l'activité exclusive est la vente au détail de produits alimentaires ; puis les établissements de vente de fleurs naturelles, au nom d'un usage traditionnel lié au 1er mai ; enfin les établissements exerçant une activité culturelle. Le texte prévoyait en outre que ces catégories seraient déterminées par un décret en Conseil d'État, afin d'encadrer l'application concrète de la loi.

La proposition comportait aussi une garantie importante : seuls les salariés volontaires, ayant donné leur accord par écrit, auraient pu travailler ce jour-là. Elle ajoutait qu'un refus de travailler le 1er mai ne pourrait donner lieu à aucune discrimination, ni être assimilé à une faute ou à un motif de licenciement. Le principe d'indemnisation était maintenu pour les salariés concernés, dans les conditions prévues par le code du travail. Autrement dit, le texte ne supprimait pas le caractère férié du 1er mai, mais élargissait les dérogations possibles.

L'argument principal des promoteurs du texte était économique et pratique. Ils faisaient valoir que certaines activités de proximité répondent à un besoin réel du public, notamment en zone urbaine ou touristique, et que l'interdiction stricte créait des situations incohérentes, parfois pénalisantes pour les commerces comme pour les salariés volontaires. Cette logique a été soutenue politiquement par plusieurs groupes et responsables politiques comme en témoigne la photo page précédente.

L'échec

Malgré son adoption au Sénat, la proposition de loi s'est heurtée à une forte opposition à l'Assemblée nationale. Le 10 avril 2026, les députés ont rejeté le texte en première lecture après l'adoption d'une motion de rejet préalable, ce qui a eu pour effet de stopper immédiatement son examen en séance. Sur le plan procédural, il ne s'agit pas d'un vote d'approbation ou de rejet au fond après débat article par article, mais d'un moyen de court-circuiter la discussion, utilisé ici dans un contexte de forte tension politique.

L'épisode a cristallisé plusieurs critiques. À gauche, syndicats et députés ont dénoncé une remise en cause d'un acquis social emblématique. Pour eux, élargir le travail du 1er mai revenait à fragiliser la seule journée légalement protégée du calendrier social français. Ils ont aussi mis en avant le risque d'une généralisation progressive des dérogations, sous couvert de « volontariat » et de sécurité juridique. Les défenseurs du texte ont répondu qu'il ne s'agissait pas d'imposer le travail, mais de reconnaître des pratiques déjà existantes dans certains secteurs, avec indemnisation et consentement écrit.

La séquence parlementaire s'est déroulée dans un climat d'affrontement sur la méthode. Le gouvernement voulait faire entrer le dispositif en vigueur dès le 1er mai 2026, tandis que les opposants y voyaient un passage en force. La tentative d'accélération n'a pas empêché la mobilisation politique et syndicale. Dans la rue, le 1er mai 2026 a également servi de démonstration de force : selon le ministère de l'Intérieur, 158 000 personnes ont défilé dans toute la France, dont 24 000 à Paris, tandis que la CGT avançait le chiffre de plus de 300 000 manifestants au niveau national. ◆



Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, visite une boulangerie à Vanves, près de Paris, à l'occasione de la Journée internationale des travailleurs, le 1er mai 2026

SÉISME AUX ÉDITIONS GRASSET

Le départ massif des auteurs des éditions Grasset, fondées en 1907, constitue un séisme sans précédent dans l'édition française. Plus de 115 écrivains de renom, ont quitté la maison en réaction au limogeage d'Olivier Nora, son président historique.

Retour sur ce qu'il s'est passé

Le 14 avril 2026, Hachette Livre, filiale de Vivendi contrôlée à 29,3 % par Vincent Bolloré, annonce le départ d'Olivier Nora de la présidence des éditions Grasset, depuis 26 ans.

Le limogeage est officiellement motivé par des « raisons stratégiques et financières ». En effet, la maison d'édition perd en chiffre d'affaires alors que le salaire d'Olivier Nora, déjà conséquent, a augmenté. Mais les auteurs et d'autres commentateurs précisent que cela masque des divergences idéologiques profondes.

Le 15 avril au soir, une lettre ouverte est publiée dans *Le Monde*, signée par 115 auteurs majeurs : Virginie Despentes, Bernard-Henri Lévy, Sorj Chalandon, Frédéric Beigbeder, Annie Ernaux, Vanessa Springora, et bien d'autres. Représentant environ 30 % du catalogue actif de Grasset, ils dénoncent un « renvoi inacceptable » et une « atteinte à l'indépendance éditoriale », refusant de publier de nouveaux ouvrages chez l'éditeur. La missive accuse Bolloré d'imposer une uniformisation idéologique.

Grasset riposte par des mesures de rétention des droits et des annonces de continuité, mais la crise – qualifiée de « plus grande défection collective de l'histoire éditoriale française » – s'inscrit dans une série de limogeages : Sophie de Closets (Fayard, 2022), Alexandra Cayre (Stock), révélant une stratégie d'alignement globale chez Hachette.

Les enjeux juridiques

Les contrats d'édition français, régis par les articles L.132-6 et suivants du Code de la propriété intellectuelle (CPI), créent un lien quasi indissoluble entre auteur et éditeur. La cession exclusive des droits patrimoniaux est consentie à titre perpétuel, sauf clauses limitatives rares. Une résiliation unilatérale expose l'auteur à des dommages et intérêts massifs, équivalents aux bénéfices escomptés – souvent 200 000 à 500 000 euros par titre pour un auteur confirmé.

La principale porte de sortie légale est la « fin d'exploitation » (art. L.132-17 CPI) : après 4 ans de publication, si l'éditeur ne verse aucun droit pendant 2 ans consécutifs, une mise en demeure de 3 mois sans effet résout le contrat de plein droit. En 2025, le Syndicat national de l'édition (SNE) a enregistré 1 200 invocations de cette clause, mais elle reste inapplicable à court terme pour les titres récents de Grasset, toujours en vente active.

Le défaut de reddition de comptes (art. L.132-8 CPI) offre un recours dans les 12 mois suivant la dernière reddition manquante. Le droit de repentir (art. L.132-5) permet théoriquement de racheter ses droits en indemnisant l'éditeur (à-valoir moyen : 50 000-200 000 euros) et en lui offrant prioritairement la reprise, mais il est quasi illusoire face aux coûts prohibitifs. Beaucoup prônent pour une « clause de cession » inspirée de la presse (loi 2019 sur la transparence) : en cas de changement de contrôle, l'auteur pourrait récupérer ses droits en remboursant l'à-valoir, évitant un blocage total.

Raison pour laquelle les auteurs appellent à une modification de la Loi. Emmanuel Macron, sans se prononcer clairement en faveur d'un changement a précisé qu'un débat était nécessaire.

Les enjeux politiques

Vincent Bolloré, actionnaire majoritaire de Vivendi depuis 2023, est l'architecte de cette tempête.

Après avoir aligné ses médias (CNews, Europe 1, Canal+) sur une ligne conservatrice, il restructure l'édition Hachette. Chez Fayard, il a publié des auteurs que de nombreux commentateurs jugent conservateurs comme Jordan Bardella, Philippe de Villiers, Alain de Benoist ; Grasset semble suivre le même chemin avec le limogeage de Nora, perçu comme un verrou progressiste. Bolloré assume : « *C'est la souveraineté actionnariale. 200 auteurs sur 10 000 chez Hachette, c'est une révolte de caste cooptée* ».

Et lorsque l'on demande à Virginie Despentes si la guerre est enclenchée, elle répond : "*Ce n'est pas une guerre, c'est de la prédation. Si c'est le même mot que quand il s'agit de prédation sexuelle, c'est que c'est le même mécanisme : abuser de son pouvoir pour dépouiller l'autre de son humanité [...] Dans une situation de prédation, la critique de l'attitude de ceux qui sont attaqués est toujours une légitimation de ceux qui attaquent* ». (émission La Grande Librairie).

La gauche s'enflamme : Olivier Faure (PS) dénonce des « purges staliniennes » et une « mise au pas totalitaire ». Éric Zemmour y

voit lui une « démocratisation » face à un « cénacle gauchiste ». La ministre de la Culture Rachida Dati appelle au « dialogue responsable », tandis que le Sénat prépare une mission d'information sur l'indépendance éditoriale. Des intellectuels proposent de transformer les éditeurs en « sociétés à mission » (loi PACTE 2019), intégrant la pluralité culturelle dans leurs statuts.

Grasset, maison éclectique de Drieu La Rochelle à Beigbeder, risque l'uniformisation idéologique assurent les auteurs. Vincent Bolloré pourrait contrôler 40 % des best-sellers français, menaçant la diversité littéraire face à une concentration capitalistique inédite. Une « clause de conscience » est donc réclamée pour protéger auteurs et maisons historiques de ce qui est vécue comme de l'ingérence politique. ◆



"Hausse de sale air", Le Canard enchaîné, 21 avril 2026.

QUAND LE LEASING SOCIAL RELANCE LE DÉBAT SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La hausse du prix de l'essence et ses effets sur les ménages

En France, la remontée des prix de l'énergie remet au premier plan la question du pouvoir d'achat et de la dépendance à la voiture. L'Insee indique qu'en avril 2026, les prix de l'énergie ont progressé de 14,2 % sur un an, après 7,4 % en mars, avec une hausse marquée des produits pétroliers, en particulier le gazole et l'essence. Cette tension sur les carburants ne se traduit pas seulement par un surcoût à la pompe : elle pèse aussi sur les arbitrages quotidiens des ménages, surtout ceux qui habitent loin des centres urbains, sans compter les populations des territoires ultramarins comme Mayotte où les services publics de transports sont largement défaillants.

L'effet est d'autant plus fort que la hausse du carburant agit comme un choc de visibilité immédiate. Quand le budget transport augmente, les ménages réduisent souvent d'autres postes de dépense comme les loisirs ou certains produits alimentaires jugés non essentiels. Les travaux de l'Insee montrent aussi que les ménages réagissent rapidement à ce type de flambée, en modifiant leur perception de l'inflation et de leur niveau de vie.

C'est dans ce contexte qu'a resurgi l'idée du leasing social, présenté comme un outil de justice sociale autant que de transition écologique.

Qu'est-ce que leasing social ?

Ce dernier consiste à permettre à des ménages modestes d'accéder à une voiture électrique via une location longue durée, sans apport. Comme l'an passé, les loyers de location pourraient se situer dans une fourchette entre 80 € et 200 € par mois, rappelle le site officiel du mondial de l'auto de Paris. En 2025, l'État avait pris en charge une partie du loyer via une subvention qui pouvait atteindre 7 000 €.

Le gouvernement présente ce mécanisme comme un moyen de rendre la mobilité électrique accessible à des foyers qui ne pourraient pas supporter le coût d'achat d'un véhicule neuf et comme un outil pour accélérer le renouvellement du parc automobile vers des véhicules plus sobres en émissions.

Et contrairement aux éditions précédentes, le dispositif sera élargi à certains professionnels comme les aides à domicile, les aides soignantes, les infirmières, etc. Autant de professionnels pour qui un véhicule est indispensable comme le souligne la caricature de Plant ci-dessous :



Où en est le marché de l'electrique ?

Le marché français de la voiture électrique reste dynamique, mais il dépend encore fortement des aides publiques et des conditions d'achat. Selon l'associazione Avere-France, janvier 2026 a enregistré 33 302 immatriculations de véhicules 100 % électriques, soit 25,3 % de part de marché, et cette dynamique a été prolongée en février 2026. L'association souligne aussi que le véhicule électrique d'occasion progresse, avec 50 868 transactions au premier trimestre 2026, en hausse de 27 % sur un an. Ces chiffres montrent que l'électrique s'installe progressivement dans le paysage automobile français.

Pour autant, la croissance du marché ne signifie pas que la transition est totalement stabilisée.

En effet, ce marché reste néanmoins profondément marqué par des inégalités sociales. En France, le prix moyen d'un véhicule électrique neuf demeure supérieur à celui d'un véhicule thermique équivalent, ce qui réserve encore largement cette technologie aux ménages les plus aisés. En 2024, 205 000 voitures électriques neuves ont été acquises par des ménages, mais 83 % de ces achats ont nécessité au moins une aide publique — bonus écologique, prime à la conversion ou leasing social — pour être réalisables. Au total, l'État a mobilisé 1,25 milliard d'euros d'aides cette année-là. Les ménages modestes ont reçu 67 % du montant total des subventions alors qu'ils ne représentaient que 44 % des bénéficiaires, signe que l'accès au véhicule électrique reste fortement dépendant du soutien public.

Dans cette logique, le leasing social à 100 euros par mois a constitué un instrument majeur de démocratisation de la mobilité électrique. Lancé en janvier 2024, il ciblait les actifs disposant d'un revenu fiscal de référence inférieur à 15 400 euros par part et contraints d'utiliser leur voiture pour travailler. Le dispositif permettait de louer une citadine électrique pour moins de 100 euros mensuels, ou un modèle familial autour de 150 euros. Son succès a été immédiat : plus de 50 000 véhicules ont été commandés en seulement six semaines, et près de 91 000 demandes ont été enregistrées dès le premier mois, obligeant le gouvernement à suspendre temporairement le programme faute de budget suffisant.

Cependant, ce mécanisme ne résout pas l'ensemble des difficultés structurelles liées à la transition automobile. D'abord, les infrastructures de recharge demeurent inégalement réparties sur le territoire. Certes, la France comptait plus de 168 000 points de recharge publics en 2025, contre environ 30 000 en 2020, ce qui la place parmi les pays européens les mieux équipés. Toutefois, cette progression masque de fortes disparités territoriales : selon une étude relayée par l'Insee, les zones urbaines disposent d'environ 21 points de recharge pour 10 000 habitants, contre seulement 16 dans les espaces ruraux. Dans certains départements ruraux, on compte même moins d'une borne pour 1 000 habitants, alors que les grandes agglomérations atteignent parfois cinq à dix bornes pour 1 000 habitants.

Ensuite, le coût de la recharge rapide sur autoroute peut fortement réduire les économies attendues de la voiture électrique. Les bornes ultra-rapides facturent souvent l'électricité entre 0,50 et 0,79 euro par kWh, contre environ 0,20 euro à domicile en heures creuses. Selon une étude relayée après un rapport de l'Autorité de régulation des transports (ART), recharger un véhicule électrique sur autoroute peut coûter jusqu'à 10,54 euros pour 100 kilomètres, soit davantage qu'un véhicule diesel estimé à 9,91 euros pour la même distance. L'ART souligne d'ailleurs que « les prix de recharge restent comparables à ceux du carburant » sur certaines aires autoroutières. Ainsi, l'avantage économique du véhicule électrique dépend fortement du lieu de recharge.

Enfin, la question industrielle reste centrale. Aujourd'hui, la Chine produit encore environ 83 % des batteries mondiales pour véhicules électriques, plaçant l'Europe et la France dans une situation de dépendance stratégique. Pour réduire cette dépendance, la France a engagé une politique massive de réindustrialisation : six gigafactories de batteries doivent être implantées sur le territoire français, avec une capacité de production estimée entre 100 et 120 GWh d'ici 2030. L'État a déjà soutenu plus de 40 projets liés aux batteries à travers le plan France 2030, représentant 2,3 milliards d'euros d'aides publiques et plus de 8 milliards d'euros d'investissements industriels.

Ainsi, la transition énergétique ne se résume pas au simple remplacement du moteur thermique par le moteur électrique. Elle suppose une politique publique globale capable de garantir l'accessibilité économique des véhicules, le développement des infrastructures, la stabilité du prix de l'électricité et une réorganisation plus sobre des mobilités. ◆

HORIZON SCIENCES PO

- Olivier Hamant, Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant, 2023

- Romain Gary, Les racines du ciel, 1956

Cyril HUNAULT
Tatiana GOLTSBERG



Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant, 2023

Olivier HAMANT



Face au constat que nous traversons crises écologique et sociale, les réponses les plus communes sont une transition vers le développement dit durable ou davantage de sobriété. Le biologiste français Olivier Hamant, spécialiste de la biologie des plantes, étudie également les relations entre l'humanité et les autres vivants. Dans cet ouvrage, il propose de développer une nouvelle approche pour faire face aux crises actuelles : la robustesse. Par la notion de robustesse, il entend l'ensemble des moyens qui permettent de maintenir un système stable malgré les fluctuations. Il oppose cette notion à celle de performance et souligne que se focaliser sur la construction de systèmes robustes implique un changement de paradigme, de manière de penser le monde.

Dès 1972, le rapport du club de Rome coordonné par Dennis Meadows intitulé *Les limites de la croissance* analysait le fait que les systèmes de production actuels n'étaient pas viables et mèneraient à des crises, notamment environnementales. Face à ces constats, les changements mis en œuvre se sont focalisés sur l'optimisation : produire de manière plus performante tout en conservant l'objectif de croissance économique. Olivier Hamant souligne, comme d'autres avant lui, que l'objectif de croissance infinie sur une planète finie n'a aucun sens car elle menace la viabilité de la terre. Cet objectif ne devrait pas se substituer à celui de bien-être et il questionne le fait que la croissance soit encore un moyen de l'atteindre à long terme alors qu'elle mène à des dégradations majeures de notre cadre de vie. L'injonction à la performance pour permettre la croissance économique devrait théoriquement permettre de faire des économies d'énergie et de ressources, dès lors être vertueuse. Or, la réalité est plus complexe et on observe des effets rebonds. S'ils permettent des économies de ressources à court terme, les gains de performance sont souvent rapidement compensés par la prolifération de nouveaux usages des produits qui *in fine* entraînent une augmentation de la consommation. Par exemple, les réfrigérateurs des années 1970 étaient énergivores et sont devenus plus performants mais cela s'est accompagné d'une augmentation des équipements vendus, de leur taille et de ses déclinaisons (congélateurs, cave à vin, appareils connectés...) qui conduisent à une augmentation globale de la consommation de ressources pour cet usage. Cet effet rebond, aussi appelé paradoxe de Jevons, du nom de l'économiste l'ayant théorisé, montre qu'une technologie économe peut amener à une augmentation de la consommation de ressources. On retrouve ce paradoxe dans certaines technologies dites vertes car elles utilisent de l'électricité plutôt que du pétrole mais mènent à l'extraction de métaux pour construire leurs composants.

En outre, Olivier Hamant note que le culte de la performance peut avoir des conséquences sociales. Les gains de productivité du travail depuis les années 1950 ont pu être mis au service de la diminution quantitative du temps passé au travail mais ils ont aussi intensifié les tâches. En accentuant la pression sur les travailleurs, l'injonction à la performance augmente le risque de burn out, de perte de sens au travail, d'aliénation à des objectifs quantitatifs (facilités par le numérique qui permet de contrôler en direct la performance) et de compétition entre individus. L'injonction à la performance financière peut diminuer la qualité des services publics comme le soin, pouvant mener à des négligences auprès des patients. Le culte de la performance a également des conséquences sur la nature puisque l'humain met l'environnement au service de l'économie, en mettant de côté les services essentiels que les écosystèmes et la biodiversité fournissent (capacité à filtrer l'eau et l'air, protection contre les crues, stockage de l'eau...).

Cependant, le développement humain ne dépend dorénavant plus de notre performance mais des changements globaux de la planète, de processus hors de contrôle des humains, qu'il est possible de limiter mais pas de supprimer (réchauffement, tempêtes, crues, sécheresses...). La réalité est que l'humanité doit faire face à un monde très fluctuant. Il n'est dès lors plus possible d'être parfaitement adapté à tous les aléas : il faut devenir adaptable. Adaptation et adaptabilité sont certes des mots qui se ressemblent mais ils nécessitent des compétences opposées. L'adaptation vise à optimiser les solutions pour atteindre rapidement un objectif prévu tandis que l'adaptabilité

nécessite de ne pas uniquement se focaliser uniquement sur ses points forts mais d'augmenter les marges de manœuvre, de nourrir la diversité des solutions afin de faire face à un monde imprévisible. On ne peut à la fois être adapté et adaptable car l'adaptation nécessite la spécialisation et mène donc à l'abandon de certaines compétences, tandis que l'adaptabilité nécessite la polyvalence, le maintien de compétences inutiles à court terme mais potentiellement utiles à long terme. Un monde stable nécessite de l'adaptation tandis qu'un monde instable nécessite de l'adaptabilité. Il recommande de prendre exemple sur les systèmes vivants, qui ne sont pas efficients et sélectionnés naturellement pour leur performance mais robustes, c'est-à-dire sélectionnés sur leur capacité à être viables à long terme malgré les fluctuations de leur milieu.

Olivier Hamant défend donc l'idée de robustesse, d'adaptabilité comme réponse opérationnelle pour habiter un monde fluctuant. Ainsi, le progrès humain ne devrait pas être tourné vers l'optimisation, utile uniquement dans un monde prévisible, mais vers la sous-performance destinée à favoriser la stabilité. Par exemple, dans le domaine agricole, il s'agirait de développer l'agroécologie, c'est-à-dire l'hétérogénéité des variétés plantées, destinée à rendre la production plus stable (plus résistante aux sécheresses ou pathogène) quitte à perdre en productivité. Dans le domaine des équipements tels que les voitures, il s'agirait de construire des modèles plus légers et réparables et de basculer d'une généralisation de la propriété individuelle vers une propriété collective que l'on peut utiliser selon ses besoins grâce à des véhicules partagés. Autrement dit, la technologie ne devrait pas être tournée vers plus de performance (voitures lourdes, rapides, connectées) mais vers la robustesse, la longévité, de faible consommation énergétique sur l'ensemble de du cycle de vie du produit : c'est ce qu'on appelle les *low techs*. Par exemple, les matériaux utilisés devraient être entièrement biodégradables. Dans une approche par la robustesse, le rapport au travail devrait également être modifié. Il considère que le salaire ne devrait plus être attaché à la qualification ou à la performance mais à la personne et servir de filet de sécurité pour développer des interactions sociales hors emploi au service du bien-être collectif, sans exigence d'efficacité productiviste mais vers la santé des milieux naturels et des liens entre humains mais également avec les non humains. En somme, construire une société robuste aux aléas nécessiterait d'inverser nos manières de fonctionner : ne plus surexploiter les écosystèmes mais les nourrir, passer du tout jetable individuel au tout réparable partagé, favoriser le *low tech* robuste au *high tech* fragile, mettre l'innovation au service de l'adaptabilité et non de la performance, ne plus travailler plus pour gagner plus mais travailler moins pour vivre mieux, ou encore privilégier la coopération à la compétition. ◆

LES RACINES DU CIEL, 1956

Romain GARY

Résumé

Avec ce premier prix Goncourt obtenu en 1956, Romain Gary (1914-1980) signe un texte considéré comme le premier roman écologique. Quelque 70 ans après sa parution, la question du péril écologique est présente dans tous les esprits, et c'est parce qu'aujourd'hui encore, « *on continue à disposer tout aussi facilement des peuples au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », que cette œuvre continue d'offrir une réflexion essentielle sur l'inhumanité persistante qu'il y a à massacrer d'autres espèces au nom de l'évolution humaine.

En Afrique équatoriale française, un homme mystérieux nommé Morel s'attaque à la protection des éléphants armé d'une pétition qui se fait peu à peu connaître. Car au Tchad, pays où se déroule l'histoire, les immenses pachydermes sont menacés de plusieurs manières. La menace première est celle de la population Oulé qui chasse l'éléphant pour sa viande, son ivoire, et pour permettre aux jeunes garçons de devenir des hommes par le biais d'un rituel de confrontation à l'immense animal. La seconde est le fait des chasseurs blancs qui traquent l'éléphant pour le plaisir ; c'est le cas d'Orsini, chasseur compulsif de bêtes sauvages en Afrique. Et puis il y a ce que l'on appelle simplement le progrès : le déboisement ou encore la multiplication des terres cultivées dans le pays qui transforme l'habitat naturel des éléphants. Dans une AEF tiraillée entre traditions séculaires et modernité, le roman explore différents aspects liés à la protection de la faune, ainsi que le lien complexe qui unit les humains aux autres espèces.

La protection des éléphants et ses enjeux

L'essentiel de l'intrigue repose sur la multiplicité des points de vue et des positionnements des personnages face à la cause défendue. Si le protagoniste démarre son combat seul, il est très rapidement rejoint par tout un groupe parmi lesquels on compte un naturaliste danois, un indépendantiste africain et

ancien député français, un trafiquant d'armes, un condamné de droit commun, un aventurier, deux légionnaires et une femme, ancienne hôtesse de l'hôtel où démarre l'histoire.

Tout au long du roman, l'on suit la traque de Morel dont la mythologie se forge progressivement et enfle à mesure que l'histoire progresse.

Si Morel fait figure de puriste poursuivant une œuvre humanitaire dont le seul dessin est de garantir la liberté des éléphants et leur protection, la narration maintient longtemps le suspens de ses intentions réelles - ou plutôt celles qu'on lui prête - à travers le questionnement des différents personnages qui gravitent autour de lui : "*Les uns m'attribuent des vues politiques profondes : je suis paraît-il, un agent du Deuxième Bureau, qui cherche à brouiller les cartes et à dissimuler la révolte qui gronde en Afrique; pour d'autres, je suis un agent communiste et, pour d'autres encore, je suis payé par le Caire pour attiser la flamme nationaliste.*"

Au milieu des personnages qui entourent Morel, la figure de Waitari - l'indépendantiste africain et ancien député français - matérialise la récupération politique de la protection de la nature. À travers lui, on retrouve le phénomène toujours à l'œuvre qui consiste à utiliser la préservation de l'environnement pour servir des intérêts politiques particuliers. Comme le sont souvent les "gourous" politiques, Waitari est entouré d'adeptes, ici trois jeunes hommes, qui lui sont aveuglément dévoués. Leur rencontre avec Morel dévoile les intérêts profonds de l'indépendantiste dont on avait du mal à croire qu'ils puissent être complètement philanthropes : "*... pour lui, les éléphants n'étaient qu'un moyen de propagande de premier ordre, une image de la puissance africaine en marche, que rien, désormais, ne pouvait arrêter. C'était une excellente arme de lutte politique, une occasion de crier la colère des peuples africains contre l'exploitation de leurs richesses naturelles par le capitalisme étranger. Ils n'avaient pas oublié que le colonialisme s'était implanté en Afrique pour exploiter l'ivoire avant de se tourner vers des pillages encore plus lucratifs. Personnellement, les éléphants, ça ne lui faisait ni chaud ni froid. Ils étaient même plutôt un anachronisme, un boulet au pied d'une Afrique moderne, industrialisée et électrifiée, - une survivance de la nuit tribale. Il ne pouvait être question de transformer le continent en réserve écologique.*"

Conscient de la notoriété grandissante de Morel, Waitari se lie à son combat afin d'acquérir une plus grande visibilité via la presse internationale qui érige le premier en véritable emblème de la révolte africaine.

A travers Waitari et son projet pour l'Afrique, c'est aussi le sort des populations locales qui est évoqué. En effet, la population Oulé maintenue dans un état de pénurie, notamment en matière de protéines, chasse l'éléphant pour répondre à des besoins alimentaires. De ce point de vue, sortir les peuples africains de la misère devient une condition nécessaire à la protection des éléphants : "*Il était difficile d'exiger du paysan africain qui n'avait pas sa ration suffisante de viande, qu'il entourât les éléphants du respect nécessaire : et sa misère physiologique rendait cette campagne pour la protection de la nature encore plus urgente.*"

Bien qu'il entre dans la catégorie des opposants à Morel, Orsini le chasseur compulsif est une figure importante de l'histoire tant il matérialise la cruauté humaine. À travers le plaisir qu'il ressent à abattre « *sa ration d'éléphants, de lions et de rhinos* », la narration fait ressortir la faiblesse d'une humanité que la mort terrifie et qui, pour la conjurer, s'attaque à d'autres espèces vivantes : "*Il y avait sans doute de cela, chez Orsini - mais surtout une violente protestation contre la petitesse et l'impuissance de sa condition d'homme - la petitesse de l'individu Orsini. Il lui fallait abattre beaucoup d'éléphants pour compenser ce sentiment d'infériorité.*"

Dans ce récit, la quête de Morel fait écho à l'histoire, au parcours et aux intentions profondes des personnages qui le rejoignent ou le traquent; et la lecture du roman donne un aperçu des enjeux variés et variables qui poussent les humains à s'engager dans une cause naturaliste.

Lien avec le thème du vivant

C'est à travers le personnage de Peer Qvist, le naturaliste danois qui fait partie des fidèles de Morel que la question du lien entre l'humain et le vivant est la plus approfondie. Par le récit de son parcours personnel et des enjeux humanitaires qu'il poursuit, l'on comprend que la préservation de la faune et de la flore est d'abord et surtout une affaire de dignité. Le titre du roman trouve d'ailleurs son explication dans un passage centré sur Peer Qvist : "*Les racines étaient innombrables et infinies dans leur variété et leur beauté et quelques-unes étaient profondément enfoncées dans l'âme humaine - une aspiration incessante et tourmentée orientée en haut et en avant - un besoin infini, une soif, un pressentiment d'ailleurs, une attente illimitée - tout cela qui, réduit à la dimension des mains humaines, devient un besoin de dignité. Liberté, égalité, fraternité, dignité... Il n'y avait pas de racines plus profondes et pourtant, de plus menacées.*" Dans l'esprit de Morel et de Peer Qvist, à travers la disparition progressive des éléphants, c'est l'humanité entière qui est menacée.

Mais pourquoi protéger les éléphants et pas les tigres, les lions, ou les rhinocéros ? La lecture du roman en éclaire la raison et la réponse se trouve notamment dans le passé de Morel que l'on découvre ancien détenu d'Auschwitz, et pour qui la pensée de ces pachydermes immenses, libres, parcourant l'étendue africaine a été salvatrice. Cependant, le récit fait état d'une réflexion redondante que l'on attribue parfois à un personnage et parfois à un autre, celle de l'*anachronisme* des éléphants. Dans un monde capitaliste qui est aussi le monde du progrès, du rendement et de l'innovation technologique, les éléphants dénotent : ils sont trop encombrants, trop destructeurs et peu

adaptés à une Afrique qui a pour ambition d'entrer elle aussi dans la modernité. Dans cette histoire, la question de l'utilité des éléphants aux humains, mais aussi des entraves qu'elle pose, est centrale. De manière plus générale, elle interroge la contradiction qui existe entre le besoin profond de préserver le vivant et la poursuite des intérêts politiques gouvernementaux.

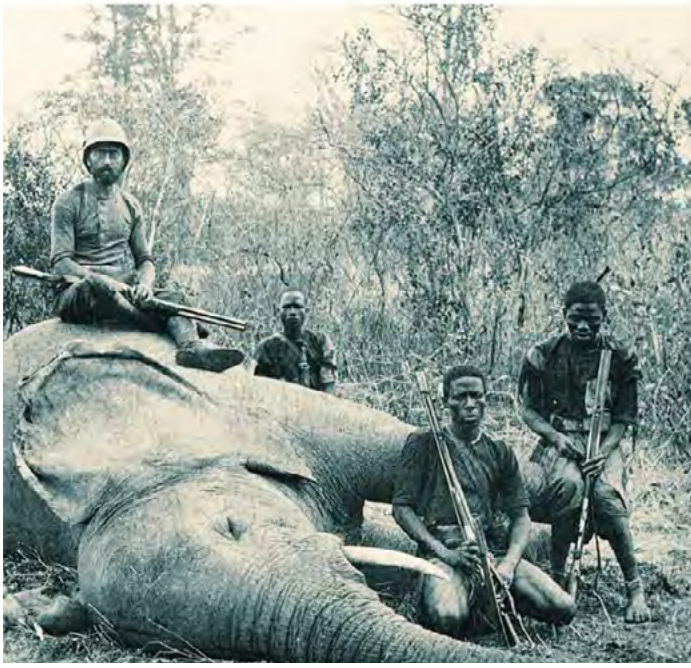
Remarques et lectures connexes

Les racines du ciel est un roman qui s'intègre parfaitement au thème du vivant en ce qu'il offre une approche rhizomatique de la question de la préservation de la nature. Les questionnements sur place de l'humain et de sa supériorité autoproclamée à l'égard des autres espèces sont nombreux. En revanche, ce récit très dense et bavard peut rendre la lecture un peu ardue.

Afin de poursuivre la réflexion amorcée par Romain Gary, deux autres ouvrages sur un thème similaire peuvent faire écho. Il s'agit d'une part de *Soudain dans la forêt profonde*, un conte écologique écrit par Amos Oz en 2005. Dans ce bref ouvrage, l'auteur aborde de manière allégorique le rapport qu'entretient l'humain avec la faune et la flore, mais aussi sa relation à la différence. C'est un récit qui présente plusieurs niveaux de lecture.

Dans un registre mêlant les faits à la fiction, *L'ordre des choses*, de l'anthropologue Bruno Remaury esquisse « *l'évolution de notre rapport aux choses* ». D'un siècle à l'autre, il montre le passage d'une « *vision fluide et ouverte, issue des anciens systèmes qui reliaient l'homme à ce qui l'entourait, bêtes et plantes, astres et dieux, à un ordre séparé et éclairé dans lequel chaque chose occupe une place déterminée* ». ◆






tremplin le mag